

Le fil du temps du dossier COVID-19 et les PME

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) a agi rapidement et très activement en ce qui concerne la COVID-19 et les PME. Votre association est plus que présente pour partager la réalité des petites et moyennes entreprises et des travailleurs autonomes.

Voici un fil du temps qui illustre notre implication et les résultats obtenus.

24 février

Dès le 24 février, la <u>FCEI demande au gouvernement du Québec de prévoir une aide d'urgence</u> pour les entreprises qui sont et pourraient être touchées par les blocages ferroviaires et la COVID-19.

25 février

Suivant la demande de groupes économiques, dont la FCEI, <u>le ministre de l'Économie et de l'Innovation du Québec se dit prêt à lancer rapidement un programme de « prêts 911 »</u>. La FCEI accueille favorablement cette bonne nouvelle.

6 mars

La FCEI écrit au premier ministre du Québec et au premier ministre du Canada pour partager les inquiétudes croissantes qu'ont les propriétaires de PME au sujet des impacts directs et indirects du nouveau coronavirus. Au premier ministre du Québec, nous demandons de :

- Ne pas imposer de pénalités et d'intérêts aux entreprises en cas de retard dans les versements de TVP et de TVQ et de cotisations au FSS et à la CNESST.
- Suspendre momentanément les vérifications d'usage qui causent déjà du stress aux propriétaires d'entreprise.
- Mettre en place une ligne d'assistance téléphonique pour aider les entreprises qui pourraient être obligées d'interrompre leurs activités de façon temporaire, voire permanente, afin que leurs employés puissent bénéficier rapidement de l'assurance-emploi (AE).
- Envisager d'accorder des aides aux victimes du virus comme cela se fait dans le cas d'une catastrophe naturelle.

11 mars

La <u>FCEI reconnait les mesures fédérales</u> pour soutenir l'économie, les provinces et les territoires dans leur lutte contre le coronavirus. Mentionnons que le gouvernement répond à une demande de la FCEI en améliorant l'accès au programme de Travail partagé et l'admissibilité au crédit pour les entreprises en difficulté.

La <u>FCEI est présente dans les médias</u> pour présenter les impacts économiques de la COVID-19. Nous sommes en même temps à 24-60 et à LCN. Pour voir l'émission 24-60 en entier <u>ici</u> et l'émission de LCN <u>ici</u>.

Le gouvernement du Québec commence à informer quotidiennement la population concernant la COVID-19 et les mesures adoptées.

La <u>FCEI envoie des lettres à tous les premiers ministres</u> provinciaux et au premier ministre du Canada pour faire part de nos demandes, notamment sur la COVID-19. Dans la lettre, nous recommandons de :

- Ne pas imposer de pénalités et d'intérêts aux entreprises en cas de retard dans les versements de TPS/TVH et TVQ et à l'égard d'autres obligations fiscales telles que les indemnisations des accidents du travail;
- Mettre de côté les hausses prévues des cotisations au RPC/RRQ;
- Suspendre momentanément les vérifications fiscales d'usage qui causent déjà du stress aux propriétaires d'entreprise;
- Continuer d'aider les entreprises qui pourraient être obligées d'interrompre leurs activités de facon temporaire, voire permanente :
- Envisager d'accorder des aides aux victimes des répercussions du coronavirus comme cela se fait dans le cas d'une catastrophe naturelle.

13 mars

Le gouvernement du Québec annonce des mesures :

- Annulation des rassemblements de plus de 250 personnes :
- Isolement obligatoire de 14 jours pour tous employés de la fonction publique qui reviennent de voyage;
- Isolement volontaire de 14 jours pour toutes personnes revenant de voyage;
- Fermeture de deux semaines de toutes les institutions d'enseignement.

La FCEI lance un sondage pour connaître l'impact économique de la COVID-19 pour les PME.

14 mars

Le gouvernement du Québec annonce de nouvelles mesures :

- État d'urgence sanitaire sur tout son territoire ;
- Interdiction de visite dans les CHSLD et centres hospitaliers.

15 mars

Le gouvernement du Québec annonce de nouvelles mesures :

- Fermeture de plusieurs commerces et lieux de rassemblement ;
- Fermeture des services de garde, CPE et écoles ;
- Diminution de 50 % de la capacité des restaurants;
- Distanciation en public (1 mètre et 2 mètres en cas de symptômes).

La <u>FCEI réagit pour demander de l'aide d'urgence</u>. Elle demande l'appui du gouvernement pour les PME, les travailleurs autonomes et les travailleurs touchés. Elle souligne l'importance d'appliquer les mesures gouvernementales pour contenir la propagation du virus. Nos <u>demandes sont couvertes par les médias</u>.

Le gouvernement du Québec annonce de l'aide pour les personnes qui se retrouvent sans filet. Il demande également aux employeurs de <u>favoriser le télétravail</u> et de ne pas exiger de billets médicaux.

La <u>FCEI réagit positivement</u>, car elle demandait de l'aide pour les personnes qui se retrouveraient sans filet social. Elle rappelle l'importance d'aider les PME et les travailleurs autonomes.

La <u>FCEI communique les impacts économiques</u> qui augmentent et l'importance de l'aide gouvernementale. Nous sommes en même temps à 24-60 et à LCN. Pour voir l'émission 24-60 en entier <u>ici</u> et l'émission de LCN <u>ici</u>.

17 mars

La <u>FCEI dévoile les résultats de son sondage préliminaire sur la COVID-19</u>. 25 % des PME sont à risque. Les aides économiques sont réitérées. Les <u>explications sont présentées dans les médias</u>.

Le <u>gouvernement du Québec annonce des mesures</u> d'assouplissement pour les entreprises qui répondent aux demandes de la FCEI :

- Nouvelle date limite pour soumettre sa déclaration d'impôt;
- Aucune pénalité sur les sommes dues reportées;
- Acomptes provisionnels du 15 juin reportés.

La <u>FCEI accueille favorablement cette annonce d'assouplissements</u> fiscaux. Elle demande d'ajouter les paiements de TVQ et d'annoncer le plus tôt possible l'aide pour les PME et les travailleurs autonomes.

La FCEI demande aux municipalités d'adopter des mesures pour aider les entreprises. Nos demandes sont reprises dans les médias.

Les municipalités répondent favorablement et rapidement :

- <u>Laval</u>
- Lévis
- Québec
- Longueuil

18 mars

La <u>FCEI présente les données de son baromètre des affaires</u>. C'est la plus importante baisse depuis la crise économique de 2008. <u>Elle réitère l'importance des mesures économiques</u>.

La <u>FCEI demande d'assouplissement</u> en lien avec l'immigration des travailleurs étrangers temporaires dans le secteur agricole. Les <u>demandes sont couvertes par les médias</u>. Le premier ministre du Québec appuie la demande. Des assouplissements sont ensuite annoncés.

Le gouvernement fédéral annonce un plan important pour l'économie et les travailleurs.

<u>La FCEI se réjouit</u> également de l'annonce du gouvernement concernant la mise en place d'une subvention salariale, équivalente à 10 % des salaires pour les 90 prochains jours, soit 1375 \$ par employé ou 25 000 \$ par employeur. Cependant, ce niveau demeure bas au Canada. Pour pouvoir soutenir plus efficacement les PME canadiennes, la FCEI suggère d'opter pour un taux plus proche des 70-90 %, comme il a été annoncé par plusieurs gouvernements d'Europe.

La Ville de Montréal présente des mesures d'aide pour les PME :

- Le report du dernier versement du compte de taxes du 1er juin au 2 juillet;
- Moratoire de 6 mois sur les prêts de fonds de PME MTL;
- Une aide d'urgence de 5 M\$ en complémentarité aux aides des autres gouvernements et une aide ponctuelle aux PME fragilisées;
- Une ligne téléphonique dédiée aux PME sera accessible le 20 mars : 514-394-1793.

La <u>FCEI salue l'action de Montréal</u> et profite de l'occasion pour <u>demander aux autres villes de suivre</u> l'exemple.

Le gouvernement du <u>Québec annonce un programme pour aider les entreprises</u> à faire face à la crise. Il lance le Programme d'action concertée temporaire pour les entreprises (PACTE) qui offre un prêt ou une garantie de prêt d'un montant minimal de 50 000 \$ à un bas taux d'intérêt. Les PME qui ont déjà un historique de crédit pourront contacter leurs institutions bancaires afin d'en bénéficier. Elles profiteront d'une période de carence d'un an avant le remboursement.

Toute aide gouvernementale est la bienvenue dans la situation de crise actuelle, la <u>FCEI remercie le gouvernement de sa sensibilité et de sa proactivité et rappelle les mesures nécessaires</u> pour soutenir les PME.

La FCEI publie sur son site internet une <u>page</u> dédiée aux PME dans laquelle on y retrouve une série de ressources d'accompagnement, nos actions et les mesures gouvernementales.

20 mars

La <u>CNESST annonce des mesures d'assouplissement pour les employeurs</u>. Les employeurs ont jusqu'au 31 août 2020 pour effectuer le paiement de leur état de compte lié à la cotisation à la CNESST. De plus, aucune pénalité ni aucun intérêt ne seront exigés pendant cette période. La FCEI avait demandé à plusieurs reprises que les ministères et agences gouvernementales d'adopter une telle flexibilité.

22 mars

<u>Hydro-Québec annonce la suspension des frais pour les factures impayées</u> pour tous ses clients. Cela fait suite à une demande que la FCEI avait faite, notamment le 19 mars dernier.

Dans le but de contenir davantage la propagation de la COVID-19, le premier ministre du Québec annonce la <u>fermeture de tous les centres commerciaux</u>, <u>des salles à manger de restaurants et des commerces de services personnels</u> (coiffure et esthétique).

<u>La FCEI réitère ses demandes d'aide aux entreprises</u> et soulève de nouvelles idées. Elle mentionne l'importance d'adopter des politiques de soutien économique plus fortes pour aider les PME à passer à travers ces semaines de pertes de revenus, pour éviter des fermetures définitives et des pertes d'emplois.

23 mars

Le gouvernement du Québec <u>annonce que tout commerce non essentiel doit fermer</u> pour deux semaines. La FCEI <u>réagit promptement</u> pour réitérer ses demandes pour soutenir les PME et sa réaction <u>fait les manchettes</u>.

La <u>FCEI dévoile les résultats de son deuxième sondage sur la COVID-19</u>. 60 % des PME ont vu leurs ventes fondre de façon significative et une sur trois rapporte une perte de plus de 75 %. Des explications sont données dans les médias et dans le bulletin de nouvelles.

La FCEI milite fortement pour que soit adoptée <u>une subvention salariale de 75 % pour tous les employeurs</u>, et ce jusqu'à 5000 \$ par mois et par employé. Une subvention salariale permettrait aussi aux employeurs qui ont des employés travaillant à la maison de continuer à les rémunérer, même si les revenus d'entreprise ne suffisent pas à couvrir les salaires. Elle permettrait également d'aider les entreprises à survivre et d'être prêtes dès le premier jour de la reprise.

Dans la même journée, la FCEI est sur RDI Économie avec Gérald Fillion afin d'expliquer cette demande formulée aux gouvernements pour éviter les mises à pied au sein des entreprises. Pour visionner l'émission, c'est ici.

25 mars

La FCEI dévoile son Baromètre des affaires. Les résultats de mars sont sans pareil, une première depuis la création du Baromètre il y a 32 ans. La confiance des PME au Canada passe de 60,5 en février à 30,8. Le Québec tombe de la première position en février avec un taux de 68,5 à la dernière position au Canada avec un résultat de 15,7. La FCEI réitère l'importance <u>aux gouvernementales d'accorder davantage de soutien aux PME</u> afin que l'optimisme puisse se rétablir une fois la crise terminée.

Le gouvernement du Canada annonce la mise en place d'une Prestation canadienne d'urgence (PCU) qui fournira 2000 \$ par mois aux employés qui perdent leur emploi, incluant les travailleurs autonomes. La <u>FCEI salue cette annonce et rappelle</u> l'urgence d'adopter une subvention salariale pour aider les PME, comme c'est le cas dans plusieurs juridictions.

26 mars

Toujours très active pour défendre les dirigeants de PME, la FCEI <u>remet de la pression sur la question</u> <u>des loyers</u>. Elle souligne aussi l'importance de mettre en place des <u>programmes qui soient facilement</u> accessibles pour les dirigeants de PME.

27 mars

Le vendredi 27 mars est une journée importante pour la FCEI et ses membres. Le <u>premier ministre du Canada annonce son intention d'adopter une subvention salariale de 75 %</u>, reprenant la demande de notre organisation. Il annonce également un programme de prêt sans intérêt ainsi quel report des remises de TPS. La <u>FCEI réagit positivement</u> à cette belle annonce. <u>Jasmin Guénette offre d'ailleurs ses commentaires</u> à LCN.

La même journée, le gouvernement du Québec annonce également l'harmonisation de la mesure pour les remises de la TVQ. <u>La FCEI en profite pour le remercier et mettre de la pression</u> sur les autres mesures à adopter, notamment l'aide aux entreprises qui ont du mal à payer leur loyer.

La FCEI est présente pour défendre les PME et parler de nos propositions. <u>Gopinath Jeyabalaratnam</u> offre ses commentaires à l'émission d'Alain Gravel de Radio-Canada.

Le samedi, nous sommes présents dans deux articles du Journal de Montréal et du Journal de Québec. Un <u>article porte sur la confiance des entrepreneurs</u> qui est au plus bas, tandis que l'autre s'attarde aux <u>changements de paradigmes</u> sur le marché de l'emploi.

29 mars

Les demandes de la FCEI concernant une action plus importante du gouvernement du Québec, notamment en ce qui concerne les loyers, sont reprises par TVA Nouvelles, le Journal de Québec et le Journal de Montréal. <u>L'article de journal comprend l'entrevue que François a offerte à Sophie Thibault</u> sur le sujet.

30 mars

Le <u>premier ministre du Canada annonce les détails sur la subvention salariale</u>. Nous réagissons promptement pour <u>donner le point de vue des PME</u>, ce qui est couvert <u>dans les médias</u>.

La <u>FCEI fait également une offensive auprès des gouvernements provinciaux et municipaux</u> pour que ces derniers épaulent les PME. Nos données de sondage démontrent qu'un quart des propriétaires de PME au Canada ne sont pas en mesure de payer leur loyer/prêt hypothécaire en avril en raison de la crise de la COVID-19. Les gouvernements provinciaux et les municipalités peuvent ici jouer un rôle clé.

31 mars

La sortie sur les loyers est reprise par plusieurs journaux, notamment <u>Le Devoir</u>, <u>Radio-Canada télé</u> et Radio-Canada radio.

La FCEI rend disponibles ses nouvelles <u>données de sondage sur l'impact de la COVID-19 et les PME</u>. Les données démontrent que ce sont 32 % des petites entreprises qui ont fermé boutique qui ne sont pas certaines de pouvoir rouvrir un jour. Nous avons une présence marquée dans les médias, notamment à <u>TVA Nouvelles</u> et <u>Radio-Canada</u>.

1er avril

Le ministre des Finances du Canada et la ministre de la Petite entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce ont divulgué les détails de la Subvention salariale d'urgence pour aider les entreprises à préserver les emplois à travers le pays. La FCEI fait <u>une déclaration</u> en réponse à cette importante annonce qui fait suite aux demandes que nous avions émises.

François Vincent présente également l'impact de la crise actuelle sur les PME lors d'une <u>entrevue à V Télé</u> et partage, aux <u>nouvelles de TVA</u>, la réalité de plusieurs entreprises qui éprouvent des difficultés à payer leur loyer d'avril.

2 avril

La FCEI est bien présente pour décortiquer la subvention salariale, tant ses avantages que ses angles morts. Notons les interventions de Jasmin Guénette dans Le Devoir et à Radio-Canada.

La FCEI tient un webinaire exclusif pour ses membres avec le ministre de l'Économie et de l'Innovation du gouvernement du Québec. Plus de 350 chefs de PME participent à l'événement et posent leurs questions. Les préoccupations des dirigeants de PME ainsi que les demandes de la FCEI sont portées à un des ministres les plus importants du gouvernement du Québec. Voici une belle preuve de la force d'influence de notre organisation et de la démocratisation de nos activités, ouvertes au plus de membres possible.

3 avril

Le ministre de l'Économie et de l'Innovation et la ministre déléguée au Développement économique régional annoncent une aide de 150 M\$ pour les petites et moyennes entreprises. Ce nouveau programme permettra d'obtenir un prêt ou une garantie de prêt d'un montant maximal de 50 000 \$, afin de pallier le manque de liquidités lié à la COVID-19.

La FCEI réagit dans un communiqué de presse et est couverte par les médias.

5 avril

Le gouvernement du Québec annonce la prolongation de la fermeture des commerces non essentiels jusqu'au 4 mai. Le premier ministre du Québec en profite pour remercier les entrepreneurs et pour inciter à l'achat local. La FCEI <u>remercie</u> ces pensées et cet appel à favoriser nos commerçants.

Dans la même journée, François Vincent et Gopinath Jeyabalaratnam donnent des entrevues sur LCN à <u>15 h 30</u> et <u>19 h</u> ainsi que sur <u>CTV News</u>.

6 avril

François Vincent est invité à <u>l'émission Mario Dumont sur LCN</u> pour commenter l'annonce du gouvernement du Québec au sujet de la prolongation de la fermeture des commerces non essentiels jusqu'au 4 mai. Nos commentaires sont également repris dans <u>La Presse</u>.

La FCEI <u>révèle les résultats d'un nouveau sondage</u> réalisé au cours de la fin de semaine au sujet de la subvention salariale. Elle rappelle que la suppression des obstacles pour y accéder doit être une priorité. François Vincent offre ses commentaires à <u>Énergie 98.9 Québec</u>, Jasmin Guénette à <u>Métro</u> et nous sommes repris par <u>La Presse</u>.

La FCEI <u>souligne</u> le lancement du Programme actions concertées pour le maintien en emploi (PACME), établi par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, M. Jean Boulet, en collaboration avec la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT). Dotée d'un budget de 100 M\$ et financée en partie par les cotisations des employeurs, cette nouvelle initiative permettra aux entreprises de maintenir le lien d'emploi avec leurs travailleurs tout en leur offrant une formation en ligne pour développer leurs compétences. Nous sommes repris par <u>La Presse</u>.

7 avril

François Vincent est invité à <u>l'émission Salut Bonjour</u> pour commenter le lancement du Programme actions concertées pour le maintien en emploi.

La FCEI <u>publie de nouvelles données</u> sur la crise des liquidités et l'endettement massif qui touchent plusieurs entreprises. Elle rappelle aux gouvernements qu'ils doivent dès maintenant prendre les mesures qu'il faut pour assurer la survie des PME. Elle fait aussi différentes recommandations. Au sujet de l'élargissement de la Prestation d'urgence aux propriétaires de PME, Jasmin Guénette souligne l'importance de la question des dividendes pour les PME et pour la FCEI dans un article du Devoir.

8 avril

Le gouvernement se prépare à apporter des correctifs à la subvention salariale. La FCEI demande à ce que le gouvernement fédéral soit plus flexible quant aux critères d'admissibilité, à cet effet, vous retrouverez l'ensemble de nos recommandations <u>ici</u>. Nous sommes couverts par <u>les médias</u>. La FCEI publie également des résultats de <u>sondage</u> concernant le niveau de confiance des PME canadiennes et québécoises qui remonte légèrement en avril.

10 avril

Le gouvernement de la Saskatchewan a annoncé le nouveau <u>Saskatchewan Small Business Emergency Payment (SSBEP),</u> une subvention unique aux PME qui ont dû temporairement fermer ou réduire considérablement leurs activités en raison de la COVID-19. Cette aide sera versée en fonction du 15 % du chiffre d'affaires mensuel d'une entreprise jusqu'à un maximum de 5 000 \$.

La FCEI <u>souligne</u> le leadership dont fait preuve la province et encourage aussi vivement le gouvernement du Québec à suivre le pas en mettant en place une subvention d'urgence pour les PME québécoises. <u>Nos commentaires sont repris dans les médias.</u>

11 avril

François Vincent offre ses commentaires sur l'impact de la crise sur les PME québécoises ainsi que sur la possibilité de réouverture graduelle de l'économie, au <u>Journal de Montréal</u>. Il rappelle que le Québec doit imiter le plan de la Saskatchewan en accordant une subvention d'urgence aux PME.

13 avril

Le gouvernement du Québec a annoncé la reprise graduelle de certaines activités économiques. Désormais, les entreprises du secteur de <u>l'entretien et de la réparation des véhicules</u>, de <u>l'aménagement et de l'entretien paysagers</u> ainsi que celles <u>du secteur minier</u> sont ajoutées à la liste des services prioritaires et pourront reprendre leurs activités à compter du 15 avril 2020, dans le respect des règles sanitaires. Le ministre Jean Boulet a également confirmé <u>l'ajout des chantiers de construction résidentielle</u> à la liste des activités prioritaires.

14 avril

La FCEI <u>demande au gouvernement fédéral d'apporter des ajustements au Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes</u>. Selon notre plus récent sondage, le CUEC est une aide bienvenue pour les petites entreprises, mais nombreuses sont celles qui signalent que les critères d'admissibilité ne leur permettent pas d'avoir accès au programme. Notre demande est couverte par <u>les médias</u>.

15 avril

La FCEI publie <u>de nouveaux résultats de sondage</u> au sujet de la crise du loyer chez les PME et réitère sa demande aux provinces de créer une subvention d'urgence qui allouerait aux chefs de PME jusqu'à

5 000 \$ par mois, avril inclus, tant que les fermetures dues à la COVID-19 dureront. Elle soutient à nouveau qu'une amélioration du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) est nécessaire. Le gouvernement doit élargir les critères d'admissibilité pour que plus de chefs d'entreprise puissent y avoir droit. Nos demandes sont reprises dans les médias. Et Jasmin Guénette donne une entrevue sur LCN à ce même sujet.

Dans la même journée, le gouvernement du Québec a annoncé l'augmentation du salaire minimum prévue pour le 1^{er} mai. La FCEI réagit promptement en déclarant que cette augmentation venait à un fort mauvais moment, surtout lorsque les PME ont besoin d'aide directe pour passer à travers la crise. Nos commentaires sont repris dans plusieurs médias, dont <u>Le Devoir</u>, et <u>Radio-Canada International</u>, <u>The province</u>. François Vincent donne un commentaire pour <u>un reportage pour ICI RDI</u>. Il offre aussi une entrevue avec <u>Mario Dumont</u> et <u>FM 104.7</u>.

La Ville de Montréal annonce aussi un plan de relance et une aide aux PME. François Vincent et Gopinath Jeyabalaratnam donnent plusieurs entrevues : <u>Montréal Gazette</u>, <u>Journal de Montréal</u>, <u>TVA Nouvelles</u>, etc.

16 avril

Le gouvernement fédéral a entendu les préoccupations soulevées par la FCEI et les propriétaires des petites entreprises. Il annonce l'élargissement du critère d'admissibilité au Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) ainsi que la création de l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial (AUCLC). <u>La FCEI réagit par déclaration</u> aussitôt et se réjouit des ajustements apportés au CUEC et de l'aide octroyée pour les commerçants. Nous sommes repris dans <u>Radio-Canada International</u>, <u>La Presse</u>, <u>Le Journal de Québec</u>, <u>Les Affaires</u>, etc.

17 avril

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) <u>salue</u> l'approche responsable prise par le gouvernement du Québec pour combler la pénurie de main-d'œuvre qui se dessine à l'horizon au sein de l'industrie agroalimentaire. En effet, en raison des restrictions entourant les voyages internationaux au Canada, nos employeurs agricoles ne pourront plus compter sur l'entièreté de l'aide qu'offrent, en temps normal, les travailleurs étrangers temporaires. Notre sortie reçoit une bonne réception dans les <u>médias locaux</u>, François Vincent offre notamment une entrevue avec la radio CKMN-FM de Rimouski et une entrevue <u>télé</u> avec TVR.9, La Télévision de la Vallée-du-Richelieu.

20 avril

La FCEI <u>publie</u> de nouvelles données sur la crise du loyer. Plus de la moitié des PME sont incapables de payer leur loyer du mois de mai sans un soutien additionnel des gouvernements. La FCEI réitère ses demandes et appelle les gouvernements, propriétaires d'immeubles commerciaux et les locataires à tous assumer une part des coûts de ces loyers. La FCEI appelle également les provinces à protéger les locataires commerciaux qui étaient en règle avant la crise de la COVID-19 afin d'éviter qu'ils soient expulsés. Nos demandes sont reprises dans plusieurs médias, notamment : <u>TVA Nouvelles</u>, <u>Métro</u>, en<u>bauce.com</u>, etc.

21 avril

Nous continuons d'être couverts pour nos demandes concernant le loyer. Jasmin Guénette est invité à commenter le sujet sur LCN et Gopinath Jeyabalaratnam sur <u>CBC Let's Go</u>.

La FCEI <u>salue</u> également la réponse du gouvernement du Québec aux besoins liés au recrutement des employeurs qui aidera de nombreuses PME considérées comme essentielles dans leur recherche de main-d'œuvre.

22 avril

La FCEI tient un <u>webinaire exclusif</u> pour ses membres avec le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Des centaines de PME participent à l'événement et posent leurs questions. Encore une belle preuve de la force d'influence de notre organisation et de la démocratisation de nos activités, ouvertes au plus de membres possible. Ce <u>webinaire est mis en ligne</u> pour que les entrepreneurs puissent le réécouter.

Toujours active pour représenter ses membres et les commerces de proximité, la FCEI <u>publie une lettre ouverte</u> cosignée par plusieurs organisations du Québec pour demander au gouvernement provincial de mettre en place rapidement une mesure d'aide directe aux entreprises qui leur permettra d'affronter les frais fixes toujours présents (comme le loyer). Cette lettre est publiée dans le <u>Devoir</u>, le <u>Soleil</u>, la <u>Tribune</u>.

Sur le même sujet, François Vincent offre ses commentaires à la <u>Presse</u>, rappelant qu'à 10 jours du mois de mai, il devient urgent de s'entendre sur les modalités de l'aide au paiement des loyers.

23 avril

La FCEI<u>présente le point de vue des PME</u> sur la reprise prochaine de l'économie au Québec et de nouvelles données à cet égard sont disponibles également pour les différentes régions administratives de la province. Le coup de sonde de la FCEI révèle les appuis gouvernementaux utiles aux PME lorsque les restrictions gouvernementales commenceront à être levées.

Les PME ciblent la taxation et la réduction du fardeau administratif comme axes prioritaires sur lesquels les responsables politiques devront se pencher. Le message est repris notamment par le <u>journal La Nouvelle Union</u>, <u>FM 103.5</u> et <u>La Tribune</u>. Des entrevues sont également offertes avec La Presse, Le Devoir et <u>CTV News</u>.

24 avril

Les représentations de la FCEI portent fruit, car le gouvernement du Canada annonce le <u>programme</u> <u>d'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial</u> (AUCLC). Ce programme prendra la forme de prêts qui seront versés aux propriétaires d'immeubles, à condition que leurs loyers se situent dans la fourchette de 50 000 \$ par mois ou moins. Pour se qualifier, ceux-ci devront aussi démontrer que leurs locaux servent à des petites entreprises ou organismes à but non lucratif qui ont fermé leurs portes temporairement ou perdu 70 % de leurs revenus en raison de la crise de la COVID-19. Les prêts n'auront pas à être remboursés par les propriétaires d'immeubles s'ils acceptent d'abaisser leurs loyers commerciaux de 75 % et de suspendre toute expulsion de locataire durant la durée du programme.

Comme toujours, nous réagissons rapidement avec une <u>déclaration</u>. Nous remercions les gouvernements fédéraux et provinciaux pour ce programme et de nous avoir écouté, notamment sur la rétroactivité au mois d'avril et que cette mesure se fait sous la forme d'une réduction du coût du loyer au lieu d'un prêt. Nous soulignons certaines problématiques du programme, par exemple le seuil trop élevé des pertes pour y être accessible, la complexité du programme et la trop grande mainmise des propriétaires. Notre réaction est reprise par les <u>journaux</u>, la <u>télévision</u> et la <u>radio</u>.

25 avril

Le samedi matin, nous commençons en force en présentant le point de la situation pour les PME à <u>TVA Nouvelles</u>. Nous offrons également nos commentaires à la <u>Télé de Global</u> sur la question de la compétition déloyale des petits commerçants qui font face à des grandes surfaces et des géants du web qui prennent leurs ventes.

27 avril

Les entreprises peuvent s'inscrire pour recevoir la subvention salariale. La FCEI en profite pour <u>communiquer les données</u> sur les PME qui y auront potentiellement accès et les principales questions que les dirigeants d'entreprise nous ont posées. Nous sommes repris par le <u>Journal de Montréal</u> et par le <u>Journal Métro</u>. Jasmin Guénette offre aussi ses commentaires à <u>RDI Économie</u>.

28 avril

Le gouvernement du Québec annonce la réouverture graduelle de plusieurs secteurs d'activités économiques au Québec. La FCEI <u>réagit rapidement et salue le Plan de relance économique présenté</u> par les autorités publiques. Nous soulignons aussi le travail fourni par la CNESST qui a également publié des trousses d'outils pour veiller aux bonnes pratiques sanitaires à mettre en place par les entreprises, ce qui représentait une de nos demandes. La FCEI rappelle toutefois le rôle décisif que le gouvernement va jouer dans cette relance économique auprès des petites entreprises, car elles ont encore besoin d'un soutien continu pour faire face à la crise.

Nos commentaires sont repris dans de nombreux médias : <u>Globe and Mail, The Province, Le Devoir, La Presse, Ici-Radio Canada, Le Journal de Montréal, Le Journal Métro</u>. François et Gopinath font plusieurs entrevues radio et télé, entre autres : <u>QUB Radio, FM 106.9</u>, <u>FM 107.7</u>, <u>CTV News, CBC Montréal, TVA Nouvelles, Émission midi-info de Radio-Canada</u>, etc.

29 avril

Concernant le plan de réouverture économique de Québec, les entrevues continuent. François est invité à parler de la réalité des PME sur <u>RDI Matin</u> et sur les ondes des radios régionales : Boulevard 102.1 et CFLO 104.7. Gopinath quant à lui est présent sur CJAD 800.

La FCEI publie les données de son <u>Baromètre des affaires^{MD}.</u> Au Canada, l'indice a gagné près de 9 points depuis le début du mois et s'établit désormais à 46,4. Au Québec, bien que le sentiment de confiance ait également repris du terrain, la province demeure une fois encore au bas du classement avec un indice de 32,1. Notre rapport est repris dans plusieurs médias <u>: Journal de Québec</u>, <u>Journal de Montréal</u>, <u>TVA Nouvelles</u>.

30 avril

La FCEI <u>publie de nouvelles données de sondage</u> sur l'Aide d'urgence du Canada au loyer commercial (AUCLC). Alors que le paiement du loyer de mai est dû demain, plusieurs dirigeants de PME sont très inquiets : ils ne savent pas si leurs propriétaires d'immeubles commerciaux vont participer au programme AUCLC. Nous sommes sollicités par les médias, notamment par le <u>Journal Métro</u>.

À la veille de la réouverture graduelle des commerces de détail, François Vincent est invité à commenter cette reprise sur les ondes du <u>Groupe TVA</u>. Selon les données de sondage de la FCEI, 91 % des PME sont d'avis que les entreprises qui peuvent respecter des directives strictes en matière de distanciation sociale et qui peuvent fournir une protection raisonnable aux employés devraient être autorisées à rouvrir. La FCEI rappelle cependant qu'elles ont besoin d'appui du gouvernement, notamment d'un soutien financier, car les petites entreprises ne bénéficieront pas des économies d'échelles des grands réseaux et des grandes entreprises.

4 mai

La FCEI <u>se réjouit</u> que des provinces permettent à quelques commerces de servir de nouveau leur clientèle à partir d'aujourd'hui. Le Québec et le Manitoba semblent mener le bal avec des mesures de réouverture significatives, dont l'autorisation pour plusieurs détaillants de reprendre leurs activités.

Cependant, la réouverture est reportée dans la région du Grand Montréal. Les commerces non essentiels devront attendre une semaine de plus que prévu et n'ouvrir leurs portes que le 18 mai. La FCEI <u>prendacte de la décision</u> du gouvernement du Québec et demande de permettre explicitement à tous les commerces (incluant les non essentiels) de proposer le ramassage à la porte. De cette manière, ils pourront générer des revenus, tout en respectant les normes de distanciation physique. François Vincent fait part de cette recommandation sur <u>TVA Nouvelles</u>. Nous sommes repris dans <u>le Journal de Montréal</u> et <u>24heures ville</u>, <u>FM 103,3</u>, <u>Global News</u>, <u>CP24</u>, <u>The Province</u>, <u>Penticton Herald</u>, etc.

5 mai

Selon le plus récent sondage de la FCEI, le manque de liquidités et l'endettement croissant sont parmi les plus grandes préoccupations, liées à la COVID-19, des PME. Compte tenu de la situation, <u>la FCEI adresse</u>, <u>aux députés fédéraux</u>, <u>une lettre</u> contenant les recommandations clés pour l'amélioration du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC). Elle demande que l'accès au CUEC soit élargi pour inclure les entreprises qui privilégient un revenu de dividendes ainsi que celles qui emploient des travailleurs contractuels et permettre à celles qui louent des locaux à des entrepreneurs d'utiliser d'autres moyens pour satisfaire au critère de la masse salariale. La FCEI formule également des recommandations pour améliorer la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) ainsi que l'AUCLC.

7 mai

En l'espace de 3 jours, la date de réouverture des commerces non essentiels dans la grande région de Montréal est à nouveau reportée. Elle est cette fois fixée au 25 mai. Considérant la situation, la FCEI <u>réitère sa demande</u> au gouvernement du Québec d'autoriser explicitement et immédiatement le ramassage à la porte pour tous les commerces, incluant les non essentiels. Nous sommes repris dans les médias, notamment par TVA Nouvelles.

Toujours au sujet du report de la réouverture des commerces non essentiels, François offre ses commentaires à <u>CTV News</u> sur la situation, rappelant qu'il est très important de permettre le ramassage en bordure de rue. Les petits commerces de quartier subissent une concurrence déloyale de la part des magasins à grande surface et des boutiques qui peuvent procéder par vente en ligne. La FCEI rappelle qu'il est crucial de donner le choix aux consommateurs d'opter pour leur magasin local.

De plus, la FCEI <u>publie de nouvelles données de sondage</u> qui font lumière sur les principales préoccupations des propriétaires de PME. À l'heure de la levée progressive des restrictions gouvernementales et de la relance de l'économie, les propriétaires de PME ont plusieurs défis à relever. Le dernier coup de sonde a également révélé que les trois quarts des propriétaires de PME au Canada pensent qu'il est crucial de faire plus de ventes rapidement pour survivre et moins dépendre des subventions gouvernementales. La moitié d'entre eux estiment qu'ils devront faire au moins 75 % de leurs ventes normales pour que cela vaille la peine de garder leur entreprise ouverte cet été. Nos données sont reprises dans les médias, entre autres par <u>LaPresse+</u> et le <u>Journal de Montréal</u>.

Dans la même journée, la FCEI félicite l'annonce faite par le premier ministre Justin Trudeau au sujet du prolongement de la SSUC au-delà du 6 juin. Il s'agit là d'une des principales recommandations que la FCEI a communiquées à tous les députés fédéraux dans <u>une lettre envoyée</u> plus tôt la même semaine.

Enfin, des données sur l'emploi sont publiées. Elles montrent que le taux de chômage a augmenté de 5,2 points de pourcentage en avril au Canada pour atteindre 13 %. Elles montrent aussi que le Québec a enregistré le taux le plus élevé, à 17 %, en raison de la crise de la COVID-19. À ce sujet, François Vincent donne une entrevue au réseau Global News.

11 mai

Concernant l'AUCLC, la FCEI poursuit son action et continue de faire pression pour permettre l'amélioration de ce programme. Nos données de sondage ainsi que nos recommandations à ce sujet sont reprises par le <u>Journal Métro</u>. Pour rappel, la FCEI a adressé <u>une lettre</u> à tous les députés fédéraux pour que soit entre autres élargie l'admissibilité à l'AUCLC aux entreprises qui ont subi des pertes de revenus de plus de 20 % et qui ne sont pas admissibles à d'autres programmes fédéraux. La FCEI demande également que soit simplifiée l'AUCLC pour permettre aux locataires d'accéder directement à l'aide gouvernementale de 50 % si leurs propriétaires indiquent qu'ils ne feront pas de demande.

13 mai

L'aide pour le loyer commercial devient l'enjeu central pour la survie de nombreuses PME. <u>Les nouveaux</u> <u>résultats du sondage FCEI</u> sont sans équivoque. La FCEI demande au gouvernement fédéral d'offrir des alternatives afin de soulager les entreprises et rappelle ses recommandations.

Dans la même journée, le gouvernement fédéral fait une annonce importante : un nouveau Fonds d'aide et de relance régionale (FARR) est mis en place afin de soutenir les PME qui ont besoin d'aide supplémentaire ou qui ont été incapables d'avoir recours aux mesures de soutien actuelles. La FCEI salue l'initiative par communiqué. Cependant, elle rappelle que le programme d'aide ne doit pas réduire le besoin urgent de combler les principales lacunes du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) ainsi que celles de l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial (AUCLC). Notre réaction est reprise dans les médias : Journal métro, l'Actualité, etc.

Le gouvernement du Québec a également annoncé la reprise des activités de loisir, de sports et de plein air. La FCEI <u>salue</u> l'approche graduelle privilégiée par les autorités publiques et rappelle aussi l'importance d'autoriser explicitement le ramassage à la porte sans contact pour les commerces, incluant les non essentiels, dans la grande région de Montréal.

La FCEI publie <u>les nouvelles données</u> du Baromètre des affaires^{MD}. Au Canada, la confiance des chefs de PME a augmenté au début du mois de mai, comme en témoigne l'indice du Baromètre des affaires^{MD} de la FCEI qui a gagné 6,8 points (53,2). Bien que la confiance au Québec ait légèrement augmenté de 4,3 points, l'indice de la province s'établissant à 36,4 la relègue ce mois-ci encore en dernière position du classement. D'autres données provinciales et sectorielles sont divulguées. Nous sommes repris dans les <u>médias</u>.

15 mai

La FCEI <u>salue</u> l'annonce faite par le gouvernement fédéral au sujet de la prolongation de trois mois de la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) dans le but d'aider les PME à traverser la période actuelle ainsi que la phase de relance économique qui s'amorce. Cependant, la FCEI rappelle qu'il ne faudra pas perdre de vue les autres améliorations à apporter aux autres programmes d'aide pour s'assurer d'une reprise économique vigoureuse. Nos commentaires sont repris par <u>La Presse</u>, <u>Coup d'œil</u>, <u>Infodimanche.com</u>, etc.

Quelques heures plus tard, le gouvernement du Québec a également annoncé la bonification du Programme actions concertées pour le maintien en emploi (PACME). La FCEI <u>salue</u> cette initiative importante qui permettra à un plus grand nombre de petites entreprises de former leurs employés afin d'être prêtes à réussir la relance. Nous sommes repris dans les <u>médias</u>.

La FCEI est également bien présente pour demande une alternative aux commerçants de la grande région de Montréal et ceux non inclus dans les réouvertures de pouvoir rejoindre leurs consommateurs par le ramassage en bordure de rue. Une question est posée directement au premier ministre en mentionnant la demande et notre organisation. Un article reprend le sujet et les propos de M. Legault.

18 mai

Au sujet de la réouverture prochaine des entreprises des services personnels, Gopinath présente le point de vue de la FCEI à <u>CBC News</u>.

19 mai

Le premier ministre Trudeau établit l'élargissement des critères d'admissibilité au Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC). La FCEI <u>se réjouit</u> de cette annonce qui figurait parmi les recommandations principales de la FCEI durant les dernières semaines. Nos commentaires sont repris dans les <u>médias</u>.

Gopinath souligne au <u>Téléjournal du Manitoba</u> qu'il est toujours aussi important d'aider les PME dans leur paiement de loyer. Pour le moment, le gouvernement fédéral a annoncé une seule aide, mais elle est trop restrictive. Seulement 25 % des entreprises pourraient en bénéficier.

La FCEI <u>publie</u> de nouveaux résultats de sondage. Le verdict est clair : les options pour l'aide au loyer ne sont pas suffisantes. Nous poursuivons nos efforts et nous continuons de réclamer plusieurs mesures pour aider les PME, notamment de faire en sorte que l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial (AUCLC) soit disponible le plus rapidement possible et de permettre aux locataires d'avoir accès à une aide équivalente à 50 % de leur loyer sans que cela dépende de la participation des propriétaires d'immeubles commerciaux. La FCEI recommande également d'élargir l'admissibilité au programme (actuellement, seulement les locataires ayant perdu 70 % de leurs revenus peuvent s'en prévaloir). Nos données de sondage ainsi que nos commentaires à ce sujet sont repris dans de nombreux médias, entre autres : <u>Finance et Investissement</u>, <u>Journal de Montréal</u>, <u>L'Actualité</u>, <u>Le Devoir</u>, <u>La Presse</u>, Les <u>Affaires</u>, etc. François est aussi invité à partager le point de vue de la FCEI sur <u>TVA Nouvelles</u>.

Au sujet de la réouverture des services personnels, la FCEI <u>souligne</u> l'approche graduelle et prudente préconisée par le gouvernement du Québec, mais elle rappelle que cette relance ne se fera pas sans coûts. Étant tant donné la nature des activités, les professionnels des soins de santé privés ainsi que des soins corporels et esthétiques devront mettre en place des mesures très spécifiques, car il leur sera difficile de respecter la mesure de distanciation physique de deux mètres. La FCEI appelle le gouvernement à les épauler financièrement.

21 mai

La FCEI <u>publie</u> de nouvelles données qui font lumière sur la levée graduelle des mesures de confinement au Canada et la réouverture de plusieurs PME à travers le pays : l'Alberta, le Manitoba et le Nouveau-Brunswick mènent la danse.

La FCEI met également à la disposition des propriétaires d'entreprises plusieurs ressources notamment une trousse gratuite pour la <u>reprise des affaires</u>, incluant de bonnes pratiques répertoriées par notre équipe d'experts, des réponses aux questions les plus fréquentes sur la réouverture des entreprises, des affiches et des modèles de documents, et bien plus encore.

22 mai

La FCEI publie <u>des données</u> importantes concernant les PME du secteur agricole. Selon ce nouveau sondage, seulement 29 % des agriculteurs pensent que le plan d'aide annoncé récemment par Ottawa sera suffisant. La FCEI exhorte le gouvernement fédéral à fournir un financement d'urgence supplémentaire aux agriculteurs pour les aider à compenser leurs pertes de revenus dues à la pandémie de COVID-19.

25 mai

Après 63 jours de fermeture, les petits commerces ayant pignon sur rue rouvrent enfin leurs portes dans le Grand Montréal et s'apprêtent à accueillir à nouveau leurs clients. À l'occasion, la FCEI a publié un <u>communiqué de presse</u> appelant à les soutenir en achetant local. Nos commentaires sont repris dans divers médias : <u>Le Devoir</u>, <u>Journal de Montréal</u>, etc. Pour inspirer les Québécois et Québécoises et encourager davantage les plus hésitants, François Vincent s'est rendu au dix30 vêtu d'un masque et a offert ses commentaires à <u>TVA Nouvelles</u>. Invité à <u>l'émission de Mario Dumont</u>, il a aussi rappelé la différence que l'achat local peut faire pour les petits commerces.

Au sujet de la possibilité d'offrir 10 jours de congé de maladie payé à tous les travailleurs, la FCEI a également <u>réagi</u>. Bien qu'elle reconnaisse et soutienne la nécessité d'offrir de nombreuses mesures exceptionnelles pour répondre à la pandémie de la COVID-19, il faut veiller à ne pas mettre plus de pression sur les propriétaires d'entreprises qui ne peuvent pas assumer des coûts supplémentaires.

De <u>nouvelles données</u> de sondage FCEI sont disponibles : au Canada, le pourcentage d'entreprises ayant rouvert complètement a continué d'augmenter cette semaine et se situe maintenant à 38 %. De même, avec la levée de certaines restrictions au Québec, les PME de la province connaissent un sort similaire : le taux d'ouverture complète passe de 38 % à 43 %. Cependant, plusieurs préoccupations demeurent et afin d'aider les propriétaires de PME, la FCEI rappelle qu'elle a mis à leur disposition plusieurs ressources, notamment une trousse pour <u>la reprise des affaires</u> comprenant de l'information sur les directives provinciales, une affiche « Entrez, nous sommes ouverts!», des modèles sur la sécurité en milieu de travail, et bien plus encore.

Le ministre de l'Économie Pierre Fitzgibbon a également annoncé que le gouvernement du Québec établira des procédures afin de suspendre les évictions de locataires durant la période de la COVID-19. La FCEI <u>a salué</u> les efforts du gouvernement pour aider les PME, d'autant plus qu'il répond à une des demandes de la FCEI adressées dans les lettres et communiqués au gouvernement.

Dans la même journée, François Vincent s'est entretenu avec Alison Vicrobeck au sujet de la « taxe covid-19 » à l<u>'émission L'heure de pointe</u>. Il a rappelé que la réouverture représente aussi un coût pour plusieurs PME et souligné l'importance pour les gouvernements d'éponger une partie de la facture, car cette responsabilité ne devrait pas reposer uniquement sur les épaules des entrepreneurs.

28 mai

La FCEI publie son <u>baromètre des affairesMD</u>: le niveau de confiance des chefs de PME canadiens s'est stabilisé à la fin du mois de mai. L'indice du Baromètre des affaires^{MD} de la FCEI a perdu moins d'un point pour s'établir à 52,5. Au Québec, le même vent souffle, l'indice étant passé de 36,4 à 35,7. Pour la première fois depuis quelques semaines, la province ne termine pas dernière du classement, même si le niveau de confiance des chefs de PME y demeure faible.

Dans la même journée, la FCEI <u>prend acte</u> des orientations du ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, M. Simon Jolin-Barrette, quant à la nouvelle mouture du Programme de l'expérience québécoise (PEQ). Bien que certaines améliorations soient à noter, comme l'élimination de la liste des formations reconnues pour être admissibles au certificat de sélection du Québec (CSQ) qui figurait parmi les demandes formulées par la FCEI, plusieurs préoccupations demeurent. La FCEI soulève des questions quant au non-accès au PEQ pour les niveaux de compétences C et D, l'expérience de travail accrue et le détail de traitement allongé. Nos questionnements sont repris dans les médias, entre autres par Radio-Canada, en <u>français</u> et en <u>espagnol</u>. Gopinath a également donné une entrevue avec V télé.

Au sujet de la taxe COVID, François Vincent offre à nouveau ses commentaires à l'émission <u>Sur le vif</u> de Radio-Canada.

31 mai

Dimanche, la FCEI publie un <u>communiqué de presse</u> au sujet de la reprise des entreprises de soins thérapeutiques ainsi que celles des soins personnels et esthétiques hors de la CMM et de la MRC de Joliette. Toutefois, bien qu'heureuse pour bon nombre de PME, cette réouverture est aussi associée à plusieurs coûts majeurs. Pour mieux comprendre cette réalité, l'équipe de la FCEI du Québec a consulté directement des dirigeants et dirigeantes qui se préparent à accueillir leurs clients lundi. Nos commentaires sont repris dans plusieurs médias : <u>Journal de Montréal</u>, <u>TVA Nouvelles</u>, <u>La Presse</u>, <u>Le Soleil</u>, <u>Le Droit</u>, <u>CTV News</u>, <u>Montreal Gazette</u>.

1er juin

La FCEI <u>prévient</u> que l'anxiété est à son comble pour de nombreux propriétaires d'entreprise au Canada qui entament un troisième mois avec des revenus fortement réduits sans qu'ils n'aient accès à un allégement des coûts du loyer. La FCEI continue de réclamer des gouvernements que plusieurs mesures soient mises en place, notamment en vue de simplifier l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial (AUCLC) et d'établir un moratoire pour protéger les locataires commerciaux en règle avant la COVID-19, tant et aussi longtemps que la crise perdure. Le gouvernement du Québec avait annoncé la volonté d'établir des procédures en ce sens et la FCEI lui rappelle qu'il est aujourd'hui urgent de le faire.

2 juin

François Vincent a débuté la journée avec <u>une intervention à LCN</u> pour parler de la crise du loyer. Il a demandé directement au gouvernement du Québec de déposer un projet de loi ou un règlement pour contrer les évictions commerciales. Il a également demandé à Ottawa de réformer son programme pour qu'il puisse atterrir sur le terrain.

3 juin

Aujourd'hui le gouvernement du Québec a déposé le Projet de loi 61, intitulé Loi visant la relance de l'économie du Québec et l'atténuation des conséquences de l'état d'urgence sanitaire déclaré le 13 mars 2020 en raison de la pandémie de la COVID-19. Il vise la relance économique du Québec avec la mise en avant de 202 projets d'infrastructure. La FCEI s'est exprimée avec un communiqué de presse pour notamment dénoncer l'absence de mesures concrètes aux bénéfices des PME québécoises. « La FCEI n'a pas caché sa déception de voir le peu d'intérêt porté aux PME, » reportait la Presse canadienne dans l'Actualité et le Soleil.

4 juin

Notre déception en lien avec le projet de loi 61 n'a pas laissé le gouvernement de marbre. Hier soir tard, on apprenait que le gouvernement s'activait pour corriger le tir. Comme de fait, ce matin, il s'est empressé de déposer 31 pages d'amendements à la première occasion au Salon bleu. Notre déception s'est estompée à la lecture de ces amendements et nous n'avons pas tardé à les saluer.

Plus tard dans la journée, nous avons <u>salué</u> l'initiative du ministère du Travail avec la création de l'application Jetravaille! qui permet de rapprocher et mettre en contact les employeurs et les travailleurs en recherche de main d'œuvre et d'emploi. Notre réaction est reprise dans <u>La Presse</u>.

5 juin

Un nouveau sondage de la FCEI révèle que les propriétaires de PME s'endettent de plus en plus et puisent à présent dans leurs économies personnelles pour faire face à l'arrêt prolongé de l'activité commerciale. Nous avons souligné les résultats de ce sondage avec la publication d'un communiqué de presse que vous trouverez <u>ici</u>. Nos résultats ont été repris par l'Agence QMI dans le <u>Journal de Montréal</u> et <u>TVA Nouvelles</u>. Le <u>Devoir</u> a également rédigé un article à ce sujet.

François s'est exprimé sur la situation des PME lors d'une entrevue radio.

Cette journée est marquée par la participation de la FCEI aux consultations publiques du Projet de loi 61 l'après-midi même. Nous avons souligné notre participation et mis de l'avant nos principales recommandations par la publication d'un <u>communiqué</u>. Voici le <u>lien</u> du mémoire présenté et déposé lors de cette commission parlementaire. Ce mémoire joint également une demande d'amendement de la Coalition d'aide pour les loyers commerciaux qui regroupe le CCCD, le CQCD, la Grappe mmode, l'ARQ, Restaurants Canada et la FCCQ.

Vous pouvez visionner la présentation de la FCEI en commission parlementaire sur le projet de loi 61 <u>ici</u>.

Dans la même journée, Gopinath Jeyabalaratnam a commenté l'aide de 50 M\$ supplémentaires octroyée aux PME de Montréal sur <u>RDI Info</u>. Il a ensuite exprimé la position de la FCEI à ce même sujet sur <u>VTélé</u> et au <u>Journal de Montréal</u>, avant de conclure cette journée mouvementée par une entrevue sur <u>98,5 FM</u> au côté de l'animateur Mario Langlois. La FCEI n'a pas manqué une occasion de marteler son message : des prêts aux PME c'est bien, mais de l'aide directe c'est encore mieux!

10 juin

Cette journée est marquée par l'<u>annonce</u> de la FCEI dans laquelle nous invitons le gouvernement fédéral à apporter des changements majeurs à la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) ainsi qu'à la Prestation canadienne d'urgence (PCU) pour faciliter le retour au travail des Canadiens. Nos commentaires sont retenus dans plusieurs articles, entre autres par le <u>Devoir</u>. Dans la même journée, François Vincent a également échangé sur le sujet avec Mario Dumont, sur <u>OUB Radio</u>.

11 juin

Le gouvernement du Québec a annoncé un plan de relance économique pour le secteur touristique avec la mise en place d'aide financière sous forme de prêts. L'activité touristique est impactée de plein fouet par les mesures imposées en lien avec la crise de la COVID-19. Bon nombre d'entreprises directement liées à l'accueil touristique telles que les hébergements, les restaurants et les autres commerces, qui marquent l'attractivité de nos régions, vont pouvoir ainsi se relever et accueillir à nouveau la clientèle. Vous trouverez ici notre communiqué de presse.

12 juin

Le projet de loi 61 suscite de nombreuses inquiétudes et préoccupations au sein de la population et des groupes d'opposition. Rappelons que ce projet de loi comprend des dispositions très attendues par les PME et d'autres éléments moins positifs, par exemple les dispositions sur le prolongement de l'état d'urgence et les dispositions sur les expropriations. Le matin, la FCEI a <u>publié une déclaration</u> pour rappeler l'urgence des parlementaires d'adopter un projet de loi modifié pour aider nos PME en grande difficulté. Nous avons dit que les PME fortement frappées par la pandémie de la COVID-19 tombent une à une... elles ont besoin que leurs parlementaires agissent et adoptent des mesures pour les aider maintenant. Pas en septembre, les PME ont besoin de leurs élus aujourd'hui.

Au sujet de nos demandes concernant la Subvention salariale d'urgence du Canada et de la Prestation canadienne d'urgence, elles sont reprises dans <u>un article</u> de Radio-Canada qui fait écho à ce que ressentent les entrepreneurs sur le terrain.

À 17 h, le ministre de l'Économie annonce l'ouverture des centres commerciaux pour la CMM et la MRC de Joliette pour le 19 juin. C'est une bonne nouvelle pour les PME qui y ont leur commerce. Nous réagissons sur Twitter en commentant la <u>nouvelle d'un journaliste</u> et la <u>publication du ministre</u> Fitzgibbon.

La FCEI du Québec est invitée à <u>commenter sur les ondes de LCN</u> la réouverture des centres commerciaux et faire le point sur la situation qu'à la COVID-19 sur l'économie du Québec. Cet entretien permet également de traiter de la déception des PME face à la fin de la session parlementaire à l'Assemblée nationale sans que des dispositions soient adoptées pour leur venir en aide, comme pour stopper les évictions et alléger la réglementation liée à l'alcool.

14 juin

Le Journal de Montréal, le Journal de Québec et TVA Nouvelles font un portrait sur les entreprises qui vivent une situation plus difficile. <u>La FCEI est invitée à commenter</u> et mentionne l'impact très difficile sur toutes les entreprises du Québec.

La FCEI est également invitée par Global News à présenter la réalité du retour au travail pour les entrepreneurs des services personnels. <u>Gopinath a communiqué</u> la nouvelle réalité de la réouverture qui représente des coûts supplémentaires importants pour les entreprises. Nous en avons profité pour réitérer nos demandes d'appui au gouvernement.

15 juin

La FCEI, toujours une organisation rassembleuse est présente pour faire entendre la réalité des PME, a communiqué la réalité des bars qui sont oubliés dans les réouvertures des restaurants et brasseries. Avec la Nouvelle association des bars du Québec (NABQ), elle a demandé que l'ouverture touche aussi nos petits bars de quartier qui représente des lieux de fraternisation à ne pas négliger. Aussi, les demandes pour les allégements réglementaires sur l'alcool (ex. : livraison) ont été réitérées.

Cette sortie a été reprise par plusieurs médias, dont <u>La Nouvelle Union</u>, et Gopinath Jeyabalaratnam a fait un direct à 10 h 15 sur les ondes de LCN.

17 juin

La FCEI et six autres partenaires ont envoyé une lettre au gouvernement lui demandant de procéder urgemment à un moratoire sur les évictions commerciales, comme cela a été fait en Ontario. Bien qu'on se fasse dire que cela est possible que par voie législative, nous nous assurions de retourner toutes les pierres dans le but de protéger toutes les PME durant l'état d'urgence sanitaire.

19 juin

Aujourd'hui le ministre des Finances, M. Éric Girard, a fait le point sur l'impact de la COVID-19 sur l'économie et les finances publiques du Québec. Les constats sont clairs, cette pandémie coûte cher et fait mal à l'économie. Nous avons publié rapidement un <u>communiqué de presse</u> pour rappeler ô combien il est crucial et nécessaire de mettre les PME au cœur du plan de relance économique, si nous souhaitons une reprise vigoureuse. Nos commentaires sont repris par les médias, notamment par le Conseiller, Journal Métro, La Presse canadienne.

Annonce surprise! Le premier ministre Legault a rebattu les cartes et effectué quelques changements au sein de son cabinet. Nous avons félicité les ministres qui ont reçu de nouvelles responsabilités, tout en soulignant les défis qui les attendent ainsi que notre collaboration pour les surmonter. Lisez notre communiqué de presse <u>ici</u>.

23 juin

Le Programme de l'expérience québécoise (PEQ) est actuellement sous révision. Nous avons écrit à la nouvelle ministre de l'Immigration sans tarder pour lui rappeler les inquiétudes des PME : délais de traitement, priorisation des emplois qui ne demandent pas beaucoup d'expérience ou d'éducation, etc.

25 juin

Alors que sept chefs d'entreprise sur dix craignent que leurs clients ne reviennent plus et que bon nombre d'entre eux peinent toujours à payer leurs factures, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) pose aujourd'hui un geste additionnel pour les épauler <u>en lançant</u> la campagne #JechoisisPME. Son objectif est clair : encourager l'achat local et donner de l'élan au mouvement de solidarité qui prend place, car la survie de nos entreprises locales en dépend cruellement. Pour parler de cette campagne nationale sans précédent, François Vincent était sur les ondes du <u>98,5 FM</u>, de <u>CFUT 92.9</u> et de <u>LCN</u>. Nous avons aussi fait l'objet de nombreux articles : <u>Tva Nouvelles</u>, <u>Journal de Montréal et Journal de Québec</u>.

29 juin

C'est un début de semaine qui s'annonce chargé! Dans un article publié par <u>le Journal de Montréal</u>, le vice-président Québec de la FCEI ne mâche pas ses mots et rappelle qu'il est primordial d'apporter des correctifs aux programmes disponibles pour favoriser le retour au travail des employés.

Dans la même journée, la FCEI sort son artillerie lourde et rappelle que les versements de TPS/TVH et TVQ qui avaient été reportés au 30 juin seront exigibles demain. À cela s'ajoutent les paiements des loyers commerciaux qui seront aussi exigibles mercredi. Or, la plupart des PME n'ont toujours pas retrouvé leur rythme de ventes habituel. La FCEI propose donc <u>cinq recommandations clés</u> au gouvernement pour aider les entreprises à payer leurs factures. François Vincent rappelle sur les ondes du 98,5 FM qu'avec autant d'entreprises en difficulté, le gouvernement doit accorder une marge de manœuvre financière pour les épauler et leur permettre de remonter la pente. Pour plus d'information, il est possible de lire <u>la lettre de la FCEI</u> adressée au gouvernement fédéral au sujet des reports de la TPS/TVH ainsi que <u>celle</u> adressée au gouvernement provincial au sujet de la remise des versements de la TVQ.

La FCEI a également_publié son Baromètre des affaires qui surveille le niveau de confiance des PME. Malgré les beaux jours d'été, le niveau de confiance au Canada demeure bas, atteignant seulement 54,6. Au Québec, le même vent souffle : l'indice s'établit à 38,1, soit 2,4 points de plus qu'au mois de mai, mais cela ne suffit pas à faire grimper la province dans le classement. Elle finit une fois encore dernière. Pour rappel, au début du mois de mars, le niveau de confiance des PME québécoises était le plus élevé au Canada et se situait à 68,3. Le <u>Baromètre des affaires^{MD} de juin</u> inclut aussi les résultats des autres provinces et des données par secteur d'activité.

À la suite du communiqué publié au sujet des difficultés financières qu'éprouvent les PME, François Vincent était aujourd'hui présent sur <u>RDI Matin</u> et sur Cool FM 103,5 afin d'expliquer pourquoi il est aussi important de maintenir l'aide pour le loyer et pourquoi il est crucial d'accorder plus de flexibilité aux PME. De son côté et presque au même moment, Jasmin Guénette rappelait aussi les recommandations de la FCEI à ce même sujet sur les ondes de <u>LCN</u>.

Dans le cadre de la campagne <u>#JechoisisPME</u>, la FCEI publie aujourd'hui certains <u>indicateurs clés sur l'état de santé des PME</u> et continuera de les surveiller jusqu'en automne. D'ailleurs, les résultats disponibles cette semaine sont plus encourageants que lors du lancement de campagne. Pour poursuivre leurs efforts, la FCEI invite les consommateurs à célébrer la fête du Canada en offrant un cadeau à un proche, en essayant un nouveau restaurant, en allant à la découverte d'une région, en visitant un quartier ou la rue commerciale de sa municipalité. La FCEI rappelle qu'il est possible de faire une différence pour aider les PME, tout en profitant de l'été et en se faisant plaisir!

2 juillet

Au sujet de notre campagne <u>#JechoisisPME</u>, La Presse+ diffuse la <u>lettre ouverte</u> signée par François Vincent. Le message est fort : « les petites entreprises n'existent pas seulement pour agrémenter nos communautés et habiller nos avenues. Leurs propriétaires et employés ont des ambitions et des passions, mais ils ont besoin de nous pour continuer de les faire vivre ».

La FCEI dévoile également <u>les nouvelles données</u> d'un sondage spécifiquement mené auprès des professionnels de la santé du secteur privé, comme les dentistes, optométristes, naturopathes et bien d'autres encore. Ces résultats sont clairs sur la situation des propriétaires de PME de ce secteur : ils sont très inquiets concernant l'avenir de leur entreprise. Ils ont peur que l'équipement de protection individuelle finisse par coûter cher à leur entreprise, certains s'inquiètent de ne pas pouvoir y accéder et d'autres craignent que la « nouvelle normalité » ne soit pas un modèle viable pour leur entreprise. Dans l'optique de bien accompagner ces PME, la FCEI recommande dans <u>son communiqué</u> des mesures clés.

5 juillet

Alors que le Québec se déconfine, les PME vivent la relance de façon asymétrique. Gopinath Jeyabalaratnam en parle à l'émission Québec matin, sur les ondes de TVA Nouvelles. Il exprime la réalité et les inquiétudes ressenties sur le terrain. Il est possible de visionner l'entrevue <u>ici</u>.

7 juillet

Cette journée s'annonce chargée. Depuis le début de la campagne <u>#JechoisisPME</u>, la FCEI suit les <u>indicateurs clés sur l'état de santé des PME</u>. Cette semaine, le nouveau coup de sondage révèle que pour de nombreuses PME canadiennes et québécoises, la reprise risque d'être longue et lente. Nos données sont reprises par <u>Le Devoir</u> et font l'objet d'un article dans le Journal <u>Le Soleil</u> où François Vincent explique qu'il ne s'agit pas d'un sprint, mais bel et bien d'un marathon pour nos PME qui doivent être accompagnées adéquatement dans la reprise de leurs activités. Il y réitère que les consommateurs peuvent aussi faire une différence en achetant local et en choisissant PME. <u>V télé</u> promeut également dans son bulletin de nouvelles notre campagne #JechoisisPME. Et pour donner davantage d'élan à cette initiative, la Municipalité St-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown pose un geste additionnel en adoptant <u>une résolution</u> afin de soutenir #JechoisisPME!

Par ailleurs, avec les autres groupes patronaux du Québec, la FCEI demande la réouverture des édifices à bureaux et signe une lettre conjointe. Pour la consulter, vous pouvez cliquer <u>ici</u>.

Enfin, certaines provinces ont pris la décision de rendre obligatoire le port du masque dans les lieux fermés. Le gouvernement du Québec semble y songer également et devrait annoncer sous peu sa décision. François Vincent a pu commenter cette nouvelle sur <u>City News</u>.

En prévision du portrait économique qui sera présenté demain par le ministre des Finances, Bill Morneau, une liste des recommandations pour soutenir les PME canadiennes et relancer l'économie est établie et acheminée par la FCEI au ministre fédéral. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter la lettre ici.

8 juillet

Le gouvernement du Canada présente son énoncé économique, mais manque l'occasion de donner des précisions sur les modifications nécessaires à apporter à ces mesures d'aide qui, dans leur forme actuelle, excluent encore beaucoup trop d'entreprises. La FCEI publie <u>une déclaration</u> à cet effet et rappelle au gouvernement combien il est primordial de remédier à cette situation injuste très rapidement. Plus tôt dans la journée, Jasmin Guénette était sur les ondes de <u>Radio-Canada</u> à l'émission du matin pour parler des attentes des PME. Il était aussi de passage sur les ondes du <u>106,9 FM</u>. Et toujours en selle, il n'a pas manqué l'occasion de les réitérer en après-midi sur plusieurs stations Radio-Canada à travers le pays.

L'équipe de la FCEI poursuit également ses efforts pour que le cri du cœur de nos membres soit toujours entendu et que les programmes d'aide disponibles soient améliorés. Cette semaine, Mirelle Caron, membre de la FCEI, a pu livrer un témoignage très touchant au Journal de Montréal au sujet du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) et nous avons fortement appuyé sa position en réitérant nos demandes. Un article qui a fait jaser! Cliquez <u>ici</u> pour le lire. Son témoignage est aussi diffusé sur <u>les réseaux sociaux</u> de la FCEI.

9 juillet

Aujourd'hui, c'est une journée chargée pour la FCEI. La ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, Mme Nadine Girault, a fait l'annonce des modifications aux conditions de sélection du Programme de l'expérience québécoise (PEQ) que nous avons souligné avec un <u>communiqué de presse</u>. Nous avons été les premiers à réagir! <u>CBC News</u>, <u>l'Actualité</u> et Le <u>Devoir</u> ont repris nos commentaires.

À noter que plusieurs de nos demandes et recommandations que nous avions formulées ont été retenues! Encore une victoire pour votre équipe législative qui écoute les préoccupations de nos entrepreneurs et fait entendre la voix des PME à tous les paliers gouvernementaux.

Le gouvernement a également annoncé de nouvelles mesures imposées aux tenanciers de bars dans le but de contenir la propagation de la COVID-19, incluant donc la diminution des heures d'ouverture, la réduction de la capacité d'accueil et la tenue d'un registre des clients pour faciliter les enquêtes épidémiologiques en cas d'éclosion. Nous n'avons pas manqué l'occasion de réagir pour rappeler les priorités de toutes les PME. Au-delà de la responsabilité collective pour éviter une deuxième vague, nous avons formulé au gouvernement des demandes pour aider et soutenir les bars de nos régions. Vous pouvez lire notre communiqué <u>ici</u>. Les médias ont été nombreux à nous citer : <u>Info dimanche</u>, <u>Hamilton news</u>, The Star, et plusieurs autres encore.

10 juillet

La déclaration de la FCEI concernant l'énoncé économique fédéral continue de faire son chemin. La <u>Presse</u> publie un article au sujet de l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial (AUCLC) et martèle notre message : « seulement 221 millions de dollars, soit moins de 10 % des montants alloués pour l'AUCLC, ont été utilisés (...) Pourtant, de nombreuses entreprises « continuent de ne pas y avoir accès et risquent de fermer leurs portes si aucune amélioration n'y est apportée ».

13 juillet

Suite à l'annonce de la nouvelle directive gouvernementale obligeant le port du masque dans les lieux publics fermés à compter du 18 juillet prochain, la FCEI a été la première à réagir en publiant <u>un communiqué</u> rappelant qu'il sera important de partager cette responsabilité entre le commerçant et les citoyens, car elle ne devrait pas incomber à une seule partie seulement. Les médias ont été nombreux à solliciter nos commentaires et Gopinath n'a pas manqué de répéter cette phrase lourde de sens : « Si c'est Paul qui refuse de mettre un masque, ça ne doit pas être Pierre qui doit payer ». La FCEI a également soutenu qu'une aide directe permettrait à tous les propriétaires d'entreprise dans le besoin d'assumer les coûts supplémentaires engendrés par l'achat de l'équipement de protection individuelle (EPI).

Vous pouvez lire nos multiples interventions : <u>Le Devoir</u>, <u>Le Soleil</u>, <u>La Tribune</u>, <u>Le Droit</u>, <u>The Globe and Mail</u>, The Canadien Press dont l'article a été diffusé sur plusieurs plateformes, notamment <u>Toronto Star</u>, <u>Plant</u>, <u>Brampton Guardian</u>, <u>Yahoo News</u>, <u>City News</u>, etc. Vous pouvez aussi écouter les passages de la FCEI sur Radio-Canada Première à l'émission <u>midi-info</u>, au <u>107,7 FM</u> et au <u>104,7 FM</u>, mais aussi à la télévision : au <u>téléjournal</u> de Radio-Canada et sur les ondes de <u>V télé</u>.

15 juillet

La FCEI marque le début de cette journée par <u>la publication</u> de nouvelles données au sujet de la situation des PME. Ces résultats sont sans précédent : la pandémie a contraint les PME à contracter des dettes qui se chiffrent en moyenne à 135 000 \$ au Canada et à 127 000 \$ au Québec. Selon les résultats obtenus, la FCEI estime que la dette totale des entreprises du pays, liée à la COVID-19, s'élève à 117 milliards \$. Au Québec, cette dette s'établit à 21,3 milliards \$ et place donc la province en deuxième position du classement, juste après l'Ontario où le montant total atteint 49,9 milliards \$. Dans son communiqué, la FCEI a invité les consommateurs à soutenir la cam pagne #JechoisisPME et à acheter local. Nos données de sondage font l'objet de plusieurs reprises : <u>Le Journal de Montréal</u>, <u>Le Journal de Québec</u> et <u>TVA Nouvelles</u>. La Presse canadienne n'est pas en reste et diffuse aussi dans ses canaux : <u>Les Affaires</u>, <u>Le Devoir</u>, <u>Le Soleil</u>, <u>La Tribune</u>.

Dans la même journée, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) <u>salue</u> l'annonce concernant la réouverture des édifices à bureaux des centres-villes du Québec. À compter du 18 juillet prochain, les employeurs privés auront la possibilité d'organiser un retour de leurs effectifs avec un taux d'occupation pouvant atteindre un maximum de 25 % par entreprise. Voici notre intervention dans <u>La Presse</u>, Le <u>Journal Métro</u> et sur <u>Radio-Canada International</u>. Gopinath a également donné une entrevue à <u>Radio-Canada Première</u>.

16 juillet

Au Canada, les employeurs peinent à réembaucher leurs employés mis à pied temporairement ou à trouver la main-d'œuvre nécessaire pour rouvrir leur entreprise en toute sécurité. C'est ce que révèle un nouveau sondage mené par la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) sur les effectifs des PME et qui fait aujourd'hui l'objet d'un communiqué. Seul un tiers des propriétaires d'entreprise déclarent que tout leur personnel est de retour au travail, tandis qu'un quart ont toujours du mal à rappeler ou à recruter les employés qu'il leur faut pour faire tourner leur entreprise. À la lumière de ces données, la FCEI demande au gouvernement fédéral de revoir ses programmes d'aide afin de faciliter la transition des prestataires de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) vers la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC). Cela marquerait une première étape vers le retour à des emplois non subventionnés.

17 juillet

Aujourd'hui, le gouvernement fédéral a enfin annoncé les nouvelles modalités qui s'appliqueront à la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) pour cet été et cet automne. Si ces changements tant attendus sont rapidement adoptés, les propriétaires d'entreprise pourront mieux établir leurs plans d'embauche et de rappel de leurs effectifs. La FCEI salue cette démarche par communiqué et rappelle ses recommandations. Notre réaction est reprise par La Presse et rappelle également notre demande de clarification des nouvelles modalités.

Le rapport de la FCEI concernant la dette estimée des PME continue de faire son chemin et fait l'objet d'un article dans le Journal Finance et Investissement.

18 juillet

C'est un samedi pas comme les autres pour la FCEI. Usant de la force de notre réseau, nous avons contacté 12 autres associations sectorielles et patronales afin de publier <u>un communiqué</u> conjoint demandant au gouvernement de responsabiliser les citoyens et non pas d'incomber aux commerçants seuls la responsabilité du port du masque. Et encore une fois, la réponse médiatique était sans appel. Cette initiative de la FCEI a donné le ton des manchettes samedi et nous étions dans les nouvelles les plus populaires. Nous avons aussi outrepassé les limites de notre belle province et nos demandes ont été reprises dans les médias partout au Canada! Voici quelques articles et reportages phare : <u>La Presse canadienne</u>, <u>Le Devoir</u>, <u>Ici Radio-Canada Première</u>, <u>Ici Radio-Canada Ottawa-Gatineau</u>, <u>Le Journal Métro</u>, <u>Le Journal de Ouébec</u>, <u>Le Journal de Montréal</u> et <u>TVA Nouvelles</u>. Vous pouvez aussi écouter certaines des interventions de la FCEI sur LCN (<u>7 h 30</u> et <u>15 h</u>), au téléjournal de Radio-Canada (<u>18 h 30</u>), et sur <u>Global News</u>. D'ailleurs, du côté anglophone, The Canadian Press a également diffusé très largement un article présentant l'action de la FCEI à travers tous ses canaux : <u>The Globe and Mail</u>, <u>National Post</u>, <u>CityNews</u>, <u>CTV News</u>, <u>680 News</u>, etc.

21 juillet

Dans le cadre de la campagne #JechoisisPME, la FCEI dévoile dans <u>un communiqué</u> de nouvelles données au sujet des méthodes de paiement dans les PME. Ces résultats montrent qu'elles sont passées de l'argent comptant aux options de paiement électroniques sans contact, notamment par le biais des cartes de débit, des cartes de crédit et des virements Interac. Toutefois, malgré ce changement d'habitude, les ventes demeurent très faibles pour cette période de l'année selon le <u>Tableau de suivi de</u> l'état de santé des PME.

23 juillet

Bonne nouvelle : le gouvernement du Québec donne feu vert aux rassemblements de 250 personnes dans des lieux publics. La FCEI salue cette nouvelle directive, car maintenant que ces rassemblements seront permis, bon nombre d'entreprises, notamment dans les secteurs de l'événementiel, des loisirs et des divertissements, pourront espérer réaliser des ventes additionnelles. Toutefois, il ne faudra pas oublier que cette mesure ne réglera pas d'un coup le manque de rentabilité des PME et c'est pourquoi la FCEI rappelle qu'elles auront besoin d'aide et d'accompagnement. Pour plus d'information, il est possible de lire <u>le communiqué</u> ainsi que nos certaines de nos interventions dans les médias : <u>Le Journal Métro</u>, <u>Le Devoir</u>.

27 juillet

Saisissant l'ouverture du premier ministre à consulter la société civile sur la relance économique, la FCEI rend publiques <u>les recommandations</u> qu'elle a formulées au gouvernement. Elle rappelle que les PME sont le poumon de l'économie et que leurs activités sont vitales pour toutes les régions du Québec. Notre mémoire et nos propositions pour la relance sont reprises dans un excellent article de Radio-Canada International: <u>Relance économique — réviser la fiscalité des PME, miser sur la formation</u>. François Vincent est également en ondes sur LCN pour en parler et au 98,5 FM.

28 juillet

L'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial (AUCLC) prend fin cette semaine tandis que le loyer d'août arrive à échéance. Pourtant, un nouveau sondage de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) révèle que le tiers des propriétaires de PME au Canada n'ont toujours pas accès à cette aide vitale pour la reprise de leurs activités. Au nom des PME durement touchées par la présente crise et qui ont besoin de l'AUCLC, la FCEI a envoyé <u>une lettre</u> au ministre des Finances fédéral et à ses homologues des provinces demandant une révision ainsi que la mise en œuvre rapide de ce programme. Cette lettre fait l'objet <u>d'un communiqué</u>.

Par ailleurs, dans la même journée, la CNESST annonce la baisse de 0,08 \$ du taux moyen de cotisation du Fonds de la santé et de la sécurité du travail (FSST) pour l'année 2021. La FCEI <u>salue</u> cette nouvelle et souligne également le travail rigoureux de la CNESST pour établir une réduction pour les employeurs tout en assurant une stabilité financière du Fonds.

29 juillet

Dans le cadre de sa campagne #JechoisisPME, la FCEI <u>dévoile</u> une importante étude et dont le constat est foudroyant : au Canada, c'est une PME sur sept qui risque de fermer définitivement ses portes à cause de la COVID-19. Il risque donc d'y avoir encore 158 000 fermetures d'entreprises. Selon la vigueur de la reprise économique, ces chiffres pourraient d'ailleurs varier entre 55 000 et 218 000. La FCEI appelle les gouvernements, mais aussi les consommateurs à agir, car leur soutien sera décisif pour de nombreuses PME. Les médias ont été nombreux à solliciter des entrevues et à diffuser notre rapport. Voici un extrait : <u>Journal de Montréal</u>, <u>Journal Métro</u>, <u>Radio-Canada</u>. Nos données font l'objet d'un reportage <u>TVA Nouvelles</u> et <u>98,5 FM</u>. Vous pouvez également écouter l'entrevue de François Vincent avec Vincent Dessureault sur <u>QUB Radio</u> et la Chronique de Claude Villeneuve sur le même sujet en ondes sur <u>QUB Radio</u>.

30 juillet

La FCEI <u>dévoile</u> le rapport baromètre des affaires du mois : au Canada, les perspectives des propriétaires de PME à l'égard des 12 prochains mois sont plus optimistes en juillet. L'indice termine le mois à 61,3 points. Bien qu'attendu, le même son de cloche ne résonne pas du côté du Québec. Avec un indice s'établissant à 39,6, la Belle Province se classe encore une fois en dernière position au pays. Quant aux autres indicateurs de la santé des entreprises à travers le Canada, ils demeurent très en deçà des normes historiques.

La FCEI ainsi que d'autres organisations patronales sont extrêmement préoccupées par l'impact sur l'économie de la situation qui escalade dans le Port de Montréal en raison de la grève déclenchée par le Syndicat des débardeurs SCFP (Section locale 375) lundi dernier. Par le biais d'un communiqué conjoint, les organisations font état de leurs inquiétudes, car la période actuelle est cruciale pour réussir à la relancer.

1er août

Même plusieurs jours plus tard, l'étude sur les risques de fermetures des entreprises au Canada continue de susciter l'intérêt des médias. Elle fait l'objet d'un article du Journal les Affaires, dont le titre est éloquent : <u>il faut sauver le soldat PME</u>.

5 août

Malgré les beaux jours d'été, la situation est toujours aussi préoccupante pour de nombreuses entreprises qui souffrent d'une grande baisse d'achalandage. Pour les encourager, François Vincent appelle dans un communiqué de presse à la solidarité de tous les consommateurs dans le cadre de la campagne #JechoisisPME. Les données du tableau sont également mises à jour et rendues disponibles sur le <u>Tableau de bord de la santé des PME</u>. Cela suscite l'intérêt des médias comme <u>TVA Nouvelles, Journal de Montréal, et EnBeauce</u>. Pour parler de la campagne, François est aussi convié sur les ondes de Radio X.

Par ailleurs, l'impact de la grève au Port de Montréal commence à se ressentir. La FCEI ainsi que quatre autres organisations du milieu des affaires publient une <u>déclaration commune</u> qui appelle tous les gouvernements à mettre un terme au conflit.

7 août

Dans un sondage mené par la FCEI, les propriétaires d'entreprise ont évalué les principaux programmes d'aide comme la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC), le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) et l'Aide au loyer (AUCLC). Les résultats clés sont diffusés dans un communiqué et sont accompagnés de recommandations importantes. La FCEI demande notamment à Ottawa d'apporter un certain nombre de modifications essentielles au CUEC et à l'AUCLC.

Dans la même journée, la FCEI émet une <u>déclaration</u> suite à la volonté du gouvernement américain de réimposer des droits de douane sur l'aluminium en provenance du Canada. La FCEI y rappelle que l'ACEUM a été justement ratifié pour éviter que de tels événements arbitraires ne se produisent.

10 août

La grève générale illimitée déclenchée au Port de Montréal a un impact sur l'économie et les entreprises de Montréal, du Québec et de l'est du Canada. La FCEI réagit et demande, avec d'autres organisations du milieu des affaires, l'intervention immédiate du gouvernement du Canada. La <u>déclaration</u> publiée suscite un vif intérêt des médias, d'autant plus que la FCEI et les autres organisations du milieu des affaires organisent une conférence de presse. François Vincent est cité dans <u>un article</u> de la Presse. Dans son intervention, il a rappelé que « cette grève au port de Montréal ne pourrait pas arriver à un pire moment pour les PME, qui peinent à se relever de la crise de la COVID-19, en particulier celles des secteurs de la fabrication, de l'agriculture, du commerce de gros ou encore du commerce de détail ».

11 août

La COVID-19 frappe très durement certains secteurs, comme les érablières et les salles de réception. La FCEI, qui est toujours l'association qui est proche des entrepreneurs, s'est assurée de faire connaître cette situation. Avec 40 PME du secteur, elle a participé à une conférence de presse pour faire connaître le fait que plusieurs entreprises tombent encore entre les mailles du filet. Cette sortie publique fait beaucoup de bruit et est couverte par Radio-Canada, TVA, La Presse, le Journal Le Métro et plusieurs autres médias.

12 août

Toujours aussi active pour mettre en valeur l'importance de l'achat local et sa campagne #JechoisisPME, la FCEI dévoile des résultats sur les craintes des consommateurs. Ils sont 82 % à craindre de voir leur commerce préféré disparaître. Encore une fois, nous recevons une belle couverture sur <u>TVA</u>, le <u>Journal de Montréal</u> et le <u>Journal de Québec</u>.

Un rapport de l'Office québécois de la langue française a été publié sur la question de l'anglais sur les lieux de travail. La FCEI a été invitée à commenter et nous avons dit clairement que sur ce dossier, il fallait travailler avec le milieu des affaires pour trouver les meilleures options et ne pas imposer une paperasserie supplémentaire. Voyez ici l'intervention à RDI Matin.

13 août

Le FCEI <u>demande au gouvernement fédéral d'améliorer ses programmes</u> d'aide, car de trop nombreuses PME tombent entre les mailles du filet. Une pétition récemment lancée en faisant la demande a déjà reçu la signature de plus de 7 000 PME. Cette sortie nous permet de faire une dizaine d'entrevues pour la radio et la télé, dont cette entrevue à <u>Midi-Info</u>.

14 août

La grève des débardeurs arrive à un très mauvais moment pour les PME, tant pour celles du secteur de la fabrication, du commerce de gros que pour celles œuvrant dans le secteur du commerce de détail. La <u>FCEI intervient</u> au nom de ces PME.

19 août

Nous avons publié <u>de nouvelles données</u> sur la situation des PME à travers le Canada. François Vincent n'a pas manqué l'occasion d'expliquer cette triste réalité et d'appeler les Canadiennes et Canadiens, Québécoises et Québécois à poser des gestes additionnels pour soutenir leurs commerces locaux, dans le cadre de la campagne #JechoisisPME. Ses interventions ont fait l'objet de nombreux articles : <u>Journal de Montréal</u>, TVA Nouvelles, <u>Journal Métro</u>, <u>La Presse canadienne</u>, <u>Le Devoir</u>.

François Vincent était sur les ondes de LCN, mais aussi de <u>FM93</u>, jeudi et dimanche dernier pour en parler. Il était aussi présent sur RDI à l'émission iconique intitulée <u>Période de questions</u> pour répondre à l'interrogation du jour : comment relancer la vitalité des centres-villes au pays ?

20 août

Le conflit au Port de Montréal continuait d'inquiéter jusqu'à vendredi dernier. Nous avons publié un <u>communiqué de presse</u>, révélant les données de sondage que nous avons recueillies auprès de nos membres, ce qui a très probablement contribué à ajouter une pression supplémentaire. Autant dire que nous avons sorti l'artillerie lourde parce qu'il était hors de question d'ajouter un fardeau supplémentaire à nos PME!

Voici quelques articles rappelant nos multiples interventions : Le <u>Journal de Québec, le Journal de</u> Montréal, TVA nouvelles, le Journal Métro.

Dans la même journée, Ottawa a annoncé son plan pour continuer à aider les travailleurs privés de revenus par la pandémie. Ni une ni deux, nous voilà sur le coup. <u>Une déclaration</u> est mise en ligne. Nous y soulignons que certains éléments du plan annoncé par le gouvernement fédéral concernant la transition de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) au régime d'assurance-emploi (Æ) sont positifs, mais que d'autres changements posent des défis importants aux petits employeurs.

Vous pouvez écouter les interventions de François Vincent à ce sujet sur<u>FM 106.9, FM 93</u>. Visionnez également son passage à la télévision au<u>24/60 de RDI</u> au côté d'Anne-Marie Dussault.

Dans la même journée, nos données sur la relance économique et sur la santé des PME sont aussi reprises dans un <u>article</u> du journal Le Devoir.

22 août

74 % des PME sont ouvertes au Québec, mais seulement 33 % de ces dernières réalisent de nouveau leur niveau de ventes habituel d'avant la pandémie, c'est ce que révèle un article du <u>Journal de Québec</u> qui a partagé les dernières données de la FCEI.

26 août

Malgré la réouverture des entreprises et la reprise de leurs activités, six propriétaires de PME sur dix au Canada craignent que les dépenses de consommation soient réduites même après la COVID-19. Nous avons dévoilé nos données de sondage dans un <u>communiqué</u>. Cette sortie est couverte par le <u>Journal de Montréal</u>. François Vincent y partage d'ailleurs les préoccupations des entrepreneurs.

27 août

La reprise économique est encore lente au Canada. Afin de sensibiliser à la situation des PME, nous le soulignons dans un <u>communiqué de presse</u>. Nos données sont du Baromètre sont reprises dans un <u>article</u> du journal les Affaires.

28 août

En ce qui concerne les programmes d'aide fédéraux, nous multiplions nos actions, <u>nous avons exhorté le gouvernement</u> à prolonger l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial et nous avons demandé à ce que l'accès soit élargi à plus d'entreprises. Nos demandes ont été reprises par <u>La Presse canadienne</u> qui a diffusé très largement nos recommandations sur ses canaux.

La radio n'est pas en reste : François Vincent était sur les ondes du <u>FM 107,7</u> et <u>le 98,5 FM</u> a réalisé un reportage sur la dure réalité des PME, incluant les commentaires de certains de nos membres. Du côté télé, la FCEI a également donné une entrevue sur <u>RDI économie</u> afin d'en parler.

30 août

Un <u>article</u> du Journal Le Soir publie nos données en lien avec notre tableau de suivi de la santé des PME. Les commentaires de François Vincent sont clairs : « Les propriétaires de PME, d'un bout à l'autre du pays, ont le cœur serré par la crainte de ne pas retrouver leur rythme de croisière. Les clients sont de retour, mais ils ne sont pas aussi nombreux qu'à l'habitude ».

31 août

La FCEI fait une <u>déclaration</u> au sujet de la prolongation et de l'élargissement du Compte d'Urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC).

1er septembre

La <u>FCEI rencontre le ministre de l'Économie du Québec</u> pour présenter ses recommandations pour aider les PME en difficulté et pour aborder le plan de relance économique. François Vincent a partagé les préoccupations des PME en matière de fiscalité, de réglementation, et a mis en avant la nécessité de poursuivre l'aide aux entreprises en difficulté.

3 septembre

La FCEI <u>donne un élan supplémentaire à sa campagne #JechoisisPME</u>, en proposant chaque semaine des défis à relever jusqu'au Samedi PME qui a lieu en octobre. D'ailleurs, ce week-end, la FCEI encourage tous les consommateurs à utiliser le mot-clic #SoutenirLeLocal pour manifester leur appui sur Twitter à leurs petits commerces locaux préférés. Cette sortie est <u>couverte par les médias</u>, ce qui aide à augmenter la vague pour favoriser l'achat local.

4 septembre

Cette crise est très difficile pour les entreprises. La FCEI le dit depuis le début, chiffres et exemples concrets en main. Des démonstrations de cette crise arrivent chaque semaine, comme le fait que le détaillant de vêtements pour hommes Ernest, durement touché par la pandémie, se place à l'abri de ses créanciers. François Vincent a été invité à commenter cette nouvelle lors du <u>bulletin de nouvelles du TVA 22 h</u>, auprès de Pierre-Olivier Zappa. Ce fut une occasion de parler de ce que les PME vivent et de réitérer les demandes de la FCEI pour les soutenir.

8 septembre

Les gouvernements du Québec et de l'Ontario ont annoncé un Sommet conjoint pour parler de la reprise économique. Les équipes du Québec et de l'Ontario ont travaillé et publié le matin même du Sommet un <u>communiqué de presse</u> pour mettre l'accent sur les priorités de nos membres et diminuer les barrières entre les deux provinces. Nous avions également acheminé bien en avance le communiqué au cabinet du premier ministre pour que nos demandes soient prises en considération. Notre sortie a été reprise par les <u>médias</u>, mais elle a également aidé à ce que les gouvernements reprennent nos demandes. En effet, au sortir du Sommet, les ministres de l'Économie du <u>Québec</u> et de <u>l'Ontario</u> ont mentionné l'importance de diminuer les barrières entre les deux provinces! Le travail de la FCEI a porté ses fruits!

Suivant les pressions de la FCEI, le gouvernement du Canada annonce le prolongement de l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial (AUCLC). La FCEI <u>réagit positivement à cette annonce</u>, mais en profite pour déplorer le fait qu'Ottawa n'ait pas inclus dans cette prolongation certains correctifs pour combler les lacunes de ce programme. Nous sommes clairs et directs : il est grand temps de remédier à l'injustice flagrante qui caractérise ce programme depuis sa création.

La même journée, le gouvernement du Québec annonce la mise en place du système d'alerte. La FCEI mentionne que la prévisibilité concernant les possibles nouvelles mesures de restrictions est demandée par les PME, donc cette annonce peut représenter un pas dans la bonne direction. Elle en a <u>profité pour mentionner clairement</u> que toutes nouvelles restrictions économiques doivent venir avec une aide musclée du gouvernement. La FCEI prépare sa bataille pour que les PME ne soient pas oubliées.

10 septembre

Le gouvernement du Québec prend la décision de partager la responsabilité concernant le port des couvre-visages qui n'incombaient qu'aux commerces. Rappelons que le jour de l'annonce gouvernementale, le 18 juin dernier, la FCEI avait demandé que la responsabilité soit partagée. En fait, que l'amende aille au récalcitrant. Point. Nous avons signé un communiqué conjoint avec 14 associations économiques. Ensuite, la FCEI a fait une demande aux ministres de la Santé et à la ministre de la Sécurité publique. Le gouvernement a entendu la demande de la FCEI et a rajusté le tir. Nous avons réagi à cette annonce, notamment sur <u>Radio-Canada</u> et <u>LCN</u>.

La FCEI a <u>dévoilé le mémoire</u> qu'elle a déposé dans le cadre des consultations prébudgétaires de la Ville de Montréal. Elle propose à la métropole, entre autres, de geler les taxes foncières, de réduire le fardeau administratif et de prioriser l'achat local. Nos demandes de réduction du fardeau fiscal et réglementaire sont reprises dans les médias.

15 septembre

La FCEI s'est rendue à l'Assemblée nationale pour présenter son mémoire portant sur le projet de loi 51 Loi visant principalement à améliorer la flexibilité du régime d'assurance parentale (RQAP) afin de favoriser la conciliation famille-travail. Lors de son audition, François Vincent a porté la voix des PME québécoises et a grandement sensibilisé le gouvernement aux effets des modifications législatives sur l'environnement entrepreneurial. Pour visionner l'audition de François, cliquez ici.

17 septembre

Dans le cadre de la campagne #JechoisisPME, Mélanie Joly, la ministre du Développement économique et des Langues officielles du Canada a participé à <u>une vidéo</u> pour encourager les Canadiens à pratiquer l'achat local. Voici une belle démonstration de l'importance de notre campagne et de l'influence de notre organisation.

La FCEI profite de sa présence à Québec pour <u>visiter un commerce local avec la vice-première ministre du Québec</u> pour encourager l'achat local dans le cadre de sa campagne #JechoisisPME.

La FCEI profite également de cette journée pour faire ses demandes concernant le discours du Trône du gouvernement fédéral. Les demandes des PME font <u>échos dans les médias</u>.

18 septembre

Rencontre avec Mme Plante, mairesse de Montréal. Ce sera une opportunité pour parler des demandes budgétaires de la FCEI, comme le gel des taxes, l'allégement réglementaire et l'achat local. C'était aussi le moment pour partager les préoccupations de nos membres concernant les répercussions de travaux routiers, pistes cyclables et pertes de stationnement sur les activités commerciales. Puis, ils feront également la promotion de notre campagne #JechoisisPME auprès de la municipalité.

D'ailleurs, dans le cadre des consultations prébudgétaires menées par la Ville de Montréal, nous avons dévoilé nos recommandations pour stimuler l'économie de la métropole. Lors de son entrevue avec le Journal Métro, Gopinath Jeyabalaratnam n'avait pas manqué de rappeler le rôle clé des PME dans la relance. D'ailleurs vous pouvez lire <u>ici</u> son intervention. Les demandes importantes de la FCEI ont continué de faire leur chemin. Même plusieurs jours plus tard, Yves Poirier nous citait encore sur <u>TVA Nouvelles</u> en réitérant notre demande de gel de l'impôt foncier.

21 septembre

La semaine a débuté en force : questionné par Pierre-Olivier Zappa sur l'incidence des nouvelles restrictions appliquées aux entreprises, François Vincent a rappelé qu'il sera primordial de moduler l'aide gouvernementale en fonction des zones de risque jaune, orange ou rouge, de manière à bien accompagner les PME qui s'y trouvent. Vous pouvez visionner<u>ici</u> son passage sur les ondes de LCN. Sa demande, claire et précise, fait écho aux recommandations formulées au gouvernement.

22 septembre

La FCEI est entendue dans le cadre des consultations particulières concernant le projet de loi 64, <u>Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels.</u> Lors de cette audition, François a présenté notre <u>mémoire</u> et a su bien exposer les enjeux et les éventuelles répercussions sur les entrepreneurs et l'économie du Québec. Pour visionner la séance, voici le <u>lien</u> et notre <u>communiqué de presse</u>.

La campagne #JechoisisPME se poursuit et nous continuons d'encourager vivement tous les paliers gouvernementaux et les consommateurs à y participer. Mardi, nous avons publié dans <u>un communiqué</u> nos plus récentes données sur la situation des PME. Nos demandes à l'envers du gouvernement y sont pressantes, car nous le disons, si rien ne change et si les ventes ne décollent pas plus vite, les PME vont faire face à une reprise qui pourrait devenir insoutenable. Notre étude a suscité la curiosité de bien des médias. Voici quelques-uns : dès le matin, François Vincent était en ondes sur LCN. Nos données sont reprises sur le <u>Journal de Montréal, le Journal de Québec</u> et <u>TVA Nouvelles</u>. Simon Gaudreault est également invité sur les ondes de <u>coolfm</u> pour parler de l'étude et offre ses commentaires au Journal métro, qui ne font pas un article, mais deux! L'un évoque la réalité des PME du secteur de l'hébergement et de la restauration dans sa globalité <u>(voir ici),</u> l'<u>autre</u> évoque la réalité des bars et restaurants du quartier du Plateau. Quelques jours plus tard, Le <u>Devoir</u> publie une analyse qui reprend nos principaux résultats.

23 septembre

Nous avons salué le dépôt du PL66 à travers un <u>communiqué de presse</u>. En effet, la relance économique du Québec se fera aussi grâce aux investissements dans les infrastructures publiques. Nous en sommes heureux, parce qu'il reprend la première recommandation de notre mémoire pour le PL61 : appeler un chat un chat. Donc, maintenant, c'est clair que c'est pour accélérer les projets d'infrastructures. Ce sont des investissements qui aideront à la relance économique des régions et qui seront positifs pour nos membres dans les secteurs de la construction, de la fabrication, des professionnels qui y gravitent, etc. Notons aussi que c'est un pas dans la bonne direction pour les retards de paiement, car il y aura un certain arrimage avec le Projet pilote des paiements rapides.

Nous avons profité de notre sortie pour parler de nos préoccupations sur les expropriations et sur l'importance de créer un programme de compensation des travaux de construction pour les PME qui en seront touchées négativement.

Dans un article du Journal <u>Les Affaires</u>, François offre ses conseils aux entrepreneurs qui souhaitent se préparer à toute éventuelle crise. En fait, il fait la promotion de notre département des Ressources aux entreprises (RAE) et de notre trousse des premiers soins.

24 septembre

Nous avons <u>publié</u> nos dernières données du Baromètre des Affaires : la confiance des PME fait du surplace. Les perspectives sur 12 mois des propriétaires de PME du Canada n'ont pas connu d'amélioration en septembre, en revanche, les résultats sur trois mois sont en légère baisse et atteignent un niveau nettement plus faible.

28 septembre

Le gouvernement du Québec vient d'annoncer le passage de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), de Capitale-Nationale (sauf Portneuf et Charlevoix) et Chaudière-Appalaches en alerte maximale (zone rouge) du système d'alertes régionales à partir de mercredi soir minuit. Les cinémas, salles de spectacle et de location, restaurants et bars devront fermer pour 28 jours. La FCEI a fait beaucoup de pression dans la journée et dans les journées précédentes pour que toutes restrictions s'accompagnent d'une aide gouvernementale.

Toujours à l'action, nous en avons fait la demande dès le <u>8 septembre dernier</u>. C'est une demande que nous avons réitérée à plusieurs reprises, notamment lors de notre rencontre avec le ministre de l'Économie en votre présence vendredi passé. Citons aussi les interventions de lundi <u>21 septembre aux nouvelles de TVA</u>, en première nouvelle du <u>TVA 18 h du vendredi 25 septembre</u> et de dimanche à LCN avec Gopinath.

Aujourd'hui, nous avons été actifs également pour parler aux noms de nos membres à midi<u>TVA</u>. Nous avons également communiqué les appréhensions de nos membres à <u>La Presse</u> et le Journal<u>Le Métro</u> et <u>CTVnews</u>.

Voici le <u>lien</u> vers notre réaction de cette difficile annonce pour les PME touchées.

Voici quelques reprises médiatiques du communiqué :

- · La Presse : « Démoralisant et angoissant »
- L'Actualité : Zone rouge : les restaurateurs ne digèrent pas d'être encore pénalisés
- · CTV : Businesses sound alarm as the second wave of COVID-19 pulls Montreal into 'red alert.'
- QUB : Le cauchemar se répète pour de nombreux petits commerces

1er octobre

Aujourd'hui, le premier ministre du Québec et le ministre de l'Économie ont apporté plus de précisions sur le programme d'aide aux PME nouvellement fermées lors d'une conférence de presse. On y apprend la bonification des programmes existants (PACTE ou PAUPME) pour y inclure un volet intitulé l'Aide aux Entreprises en Régions en Alerte maximale (AERAM). Ce soutien additionnel, visant les entreprises affectées par les ordres de fermeture, offre un prêt-pardon pour payer les frais fixes, dont le pardon ne pourra excéder 80 % du montant prêté, pour un maximum de 15 000 \$ par mois. Vous avez bien lu, jusqu'à 15 000 \$ de prêt pardonnable (subvention) par mois.

Voici le<u>lien vers notre réaction</u> de cette annonce pour les PME touchées qui a été reprise par TVA. D'ailleurs, François sera en ondes à LCN demain matin à 6 h 50. Nous vous enverrons le lien s'il est diffusé. Il a été également aux Nouvelles de Global News Montréal et à CBC Radio One Montréal à 17 h 10.

La Mairesse de Montréal a annoncé le gel de taxes pour 2021, donnant écho aux recommandations prébudgétaires de la FCEI, on a salué cette initiative dans un <u>communiqué de presse</u>.

2 octobre

Nous avons envoyé une lettre au maire de Québec dans laquelle nous livrons nos recommandations en prévision du prochain budget de la Ville de Québec.

Le gouvernement fédéral ajoute une aide supplémentaire de 600 millions de \$ aux entreprises. Les réactions de notre équipe d'Ottawa sont reprises dans un article.

5 octobre

Le Maire de Gatineau poste une <u>publication sur les réseaux sociaux</u> pour dire comment il était fier d'augmenter les taxes des entreprises et de ses citoyens. La FCEI n'est pas restée les bras croisés. Nous lui avons écrit une lettre pour exprimer notre inquiétude. Cette lettre a donné le ton d'un<u>article de</u> journal dans Le Droit.

8 octobre

Envoi d'une lettre conjointe avec plusieurs associations au ministre de l'Économie dans laquelle nous lui demandons de créer un comité de travail dans le contexte de la COVID-19. L'objectif était d'amener le gouvernement à préparer une campagne d'achat local pour les Fêtes. La FCEI envoie aussi une lettre au premier ministre Legault pour un soutien urgent et immédiat pour les PME en cas de nouvelles fermetures.

15 octobre

Envoi d'une lettre à tous les députés de l'Assemblée nationale et à toutes les Municipalités de la province du Québec dans laquelle nous les invitons à participer en faveur du concours FCEI #JechoisisPME

16 octobre

Participation au Forum requalification de la main-d'œuvre, le gouvernement, au regard des impacts de la pandémie sur l'emploi, a tenu un forum réunissant les principales associations patronales et syndicales pour trouver des solutions afin de permettre la requalification de la main-d'œuvre ou encore la bonification des compétences des travailleurs.

19 octobre

Lundi signe l'intensification de notre campagne #JechoisisPME et le lancement du nouveau concours « Un gros MERCI! » pour la semaine de la PME. Nous publions un <u>communiqué</u> et de nouvelles données sur la situation de nos entreprises locales. Pour en parler, François est sollicité par 98,5 FM et par Radio Centre-ville 102,3 FM à l'émission Oh!

Rencontre entre la FCEI et le Conseil de l'industrie forestière du Québec – CIFQ, une réflexion est en cours au sein du ministère des Forêts, Faunes et Parcs, afin de procéder à une réforme du régime forestier. Au regard des intentions du gouvernement, le CIFQ désire assurer une plus grande prévisibilité dans le marché notamment afin de susciter des investissements. Plusieurs PME, particulièrement dans les régions, gravitent autour des gros joueurs de l'industrie. Toutes les mesures visant une diminution de la complexité administrative dans ce secteur et favorisant les PME trouveront un écho favorable à la FCEI.

20 octobre

En ondes sur LCN dès 7 h 45, François n'a pas manqué l'occasion de rappeler le contexte toujours difficile pour les PME et le rôle clé que peuvent jouer les consommateurs dans la reprise économique. Vous verrez, cette entrevue a donné un bon coup de pouce à notre concours : notre site web dédié à la campagne #JechoisisPME et nos résultats de sondage sont diffusés à l'échelle nationale! TVA Nouvelles l'accompagne aussi d'un article.

21 octobre

Correspondance envoyée au ministre de l'Économie dans laquelle nous l'invitons à poursuivre et prévoir continuellement une bonification et des ajustements des programmes d'aide.

Participation au comité paritaire Covid-19 sur le port du masque dans les milieux de travail. Par ailleurs, Francis a également participé cette semaine à une rencontre avec des collègues des autres associations patronales afin de discuter des enjeux concernant l'éventuelle réforme au niveau de la SST au travail.

Un nouveau projet de loi a été déposé pour concrétiser les allégements d'alcool, notamment pour la livraison. La FCEI a réagi au dépôt du projet de loi n° 72 par <u>communiqué</u> et sur <u>Twitter</u> qui propose des allégements sur l'alcool pour les restaurateurs nous les avions demandés et nous les avons eus!

22 octobre

Dépôt du plan de Montréal pour les achats de Noël faisant écho aux demandes de la FCEI. Voici le communiqué et un extrait de notre action : La Presse, HUFFPOST Québec, CTV News, etc.

23 octobre

Dépôt d'une lettre dans le cadre des auditions particulières en commission parlementaire concernant le *Projet de loi n° 66, Loi concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure.* Nous demandons la mise en place de mesures d'atténuation, de programmes d'indemnisation, de régler les retards de paiement dans le secteur de la construction et évidemment d'inclure des amendements pour contrer les évictions et alléger la réglementation. Encore une fois, la FCEI est là!

25 octobre

Dans <u>un article du Journal de Montréal</u>, Francis Halin décrit la situation d'un membre de la FCEI. « Comme de nombreuses PME, Animation de l'Est était en bonne santé financière avant la COVID-19... Mais depuis la crise, l'entreprise de Charles Frenette ne tient qu'à un fil. Ses ennuis financiers lui restent toujours dans la tête. » Des histoires comme celles-ci, la FCEI en entend parler malheureusement et c'est bien pour cela qu'elle demande aux gouvernements d'adapter leurs aides financières pour aider les PME à se sortir la tête de l'eau.

26 octobre

Dès samedi, la FCEI avait dévoilé un sondage exclusif sur les pratiques en matière de télétravail au Québec qui a fait l'objet d'un article à <u>La Presse</u>. L'objectif? Mieux sensibiliser aux préoccupations particulières des PME. Lundi, pour taper sur le clou, nous avons diffusé un <u>communiqué</u> rappelant les principales conclusions de notre rapport. Les appels médias ont fusé et voici un bel extrait de notre couverture: <u>Journal de Montréal</u>, <u>TVA Nouvelles</u>, <u>Journal métro</u>, une nouvelle fois encore <u>La Presse</u>, <u>Granby Express</u>, etc.

Dans la même journée, Québec a également annoncé la prolongation des mesures sanitaires en zone rouge. Nous avons réagi au quart de tour par <u>communiqué</u> et nous n'avons pas hésité à partager <u>la lettre</u> que nous avions acheminée plus tôt au ministre de l'Économie et de l'innovation, Pierre Fitzgibbon, dans laquelle nous l'appelons à mettre en place une série de mesures concrètes destinées aux PME. Plusieurs médias nous ont mentionné : <u>Radio-Canada International</u>, Le <u>Droit</u>, Le <u>Soleil</u>, La <u>Tribune</u>, Le <u>Nouvelliste</u>, <u>Le Journal métro</u>, etc.

Sur TVA Nouvelles, nous étions la deuxième nouvelle du <u>bulletin de 12 h</u> et de 17 h.

27 octobre

Toujours au sujet du rapport sur le télétravail, François Vincent offre ses commentaires en ondes sur LCN et a été invité à faire le tour des stations de radio de Radio-Canada à travers le pays. Vous pouvez d'ailleurs écouter son passage à l'émission <u>Bonjour la Côte</u>.

La FCEI rencontre également Investissement Québec au sujet des programmes d'aide du Québec et revendique dans <u>un communiqué son intention de participer aux consultations</u> sur le projet de loi présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, M. Jean Boulet, visant à moderniser le régime de santé et de sécurité du travail.

28 octobre

La FCEI transmet <u>une lettre</u> aux 100 plus grandes municipalités du Québec dans laquelle nous les invitons à procéder à un gel de taxes foncières pour l'année 2021. Pour rappel, cette mesure, déjà adoptée par certaines Villes comme celles de Montréal, de Laval ou encore de Québec, est souhaitée par 62 % des PME canadiennes.

La FCEI a également participé à la première rencontre du comité de travail pour la modernisation de l'Assurance-emploi initié par la CPMT. Le gouvernement fédéral a amorcé des réflexions pour réformer le RAE.

29 octobre

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) a dévoilé, dans un nouveau <u>communiqué</u>, ses plus récents résultats de sondage : la moitié des propriétaires de PME du Canada ont déclaré encaisser une nouvelle chute de leurs ventes en raison des inquiétudes suscitées par la deuxième vague de COVID-19. Dans certaines régions soumises à de nouvelles restrictions, comme Winnipeg et Toronto, la situation donne encore plus le vertige avec 70 % des propriétaires d'entreprise qui affirment que leurs ventes ont chuté en raison de la deuxième vague. Nos données font l'objet.

De plus, la FCEI a également diffusé les nouvelles données de <u>son baromètre des affaires MD</u> et le niveau de confiance des propriétaires de PME semble avoir dégringolé. L'indice du baromètre a perdu 5,9 points et s'établit à 53,3 au niveau du Canada. Cette baisse du moral se ressent également au Québec : la province termine encore une fois dernière, l'indice passant de 45,2 à 42,2. <u>La Presse</u>, <u>Les Affaires</u>, mais <u>Le Devoir</u> ont publié un article.

30 octobre

La FCEI participe au comité de vigie du Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) en présence du ministre du Travail. Il a été question notamment de la troisième phase de la campagne de prévention de la CNESST auprès des milieux de travail dans le contexte de la COVID-19, de l'état des lieux sur le confinement de certains secteurs et certaines régions et de l'impact sur le confinement de certaines activités et certains secteurs.

La FCEI a aussi assisté à une rencontre sur les aides d'urgence spécifiquement pour les commerces, bars et restaurants. La FCEI en a profité pour demander de raccourcir les délais pour obtenir l'aide, d'étaler les remboursements sur des mois, d'ajouter la semaine dans les parcomètres gratuits après les heures de travail et de toute l'importance que Montréal poursuit ses actions pour encourager l'achat local.

Par ailleurs, nos données sur le télétravail continuent de faire leurs chemins. Le journal Conseiller en parle dans un article intitulé <u>: télétravail : peu de PME l'ont adopté</u>.

2 novembre

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) se réjouit du dépôt de projet de loi concernant la prolongation de la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) et l'introduction de la nouvelle Subvention d'urgence du Canada pour le loyer (SUCL). Sans tarder, la FCEI diffuse une déclaration où elle exhorte tous les partis politiques à se mobiliser rapidement afin de revoir, réviser, puis adopter la loi nécessaire. D'ailleurs, selon les récents résultats de sondage, la majorité (63 %) des propriétaires de PME affirment que les programmes d'aide accordés par le gouvernement fédéral, qu'ils soient nouveaux ou améliorés, seront essentiels à leur survie.

Appui de la vice-première ministre dans le cadre de notre campagne #JechoisisPME. Pour la visionner, <u>cliquez ici</u>!

La déclaration de la FCEI sur les programmes d'aide fédéraux continue de faire son chemin : <u>Radio-Canada</u> et <u>La Presse canadienne</u> soulignent nos demandes, notamment celle visant à s'assurer que les entreprises puissent obtenir une subvention pour le loyer rétroactive, si leur propriétaire ne l'a pas demandée au cours des derniers mois.

Par ailleurs, l'augmentation des cas de COVID-19 semble freiner le démarrage des PME, partout au pays, comme le montre la dernière mise à jour du <u>Tableau de suivi de la santé des PME</u> publié par la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) dans le cadre de la campagne #JechoisisPME. Évidemment, non seulement pour sensibiliser, mais aussi pour encourager les consommateurs à sauter le pas, la FCEI diffuse largement un <u>communiqué de presse</u>. Nos nouvelles données suscitent l'intérêt des médias : <u>TVA nouvelles</u> et <u>Journal de Montréal</u> sont les premiers à en faire une nouvelle.

5 novembre

Dans un communiqué, la FCEI diffuse une <u>lettre</u> adressée aux mairesses et maires du Québec dans laquelle elle demande à toutes les municipalités de franchir le cap et de soutenir vigoureusement leurs PME. Le Journal de Montréal et TVA Nouvelles ont publié conjointement un article sur le sujet : <u>Les PME demandent aux municipalités le gel des taxes</u>. Énergie 92.1 en parle également <u>ici</u> en ajoutant que la Ville de Drummondville s'y montre sensible. Le Réseau information municipale diffuse <u>notre communiqué</u>. François Vincent en a également parlé avec Mario Dumont sur <u>OUB Radio</u> et avec Martin Pelletier sur le <u>107,7 FM</u>. De son côté, Francis Bérubé a offert nos commentaires à Radio Centre-ville 102,3 FM et TVA Abitibi.

8 novembre

La crise économique provoquée par la pandémie de COVID-19 affecte non seulement les revenus des PME, mais aussi leurs dépenses, leurs primes d'assurances ayant bondi de façon importante, » peut-on lire dans <u>un article de la Presse canadienne</u> portant sur les données recueillies par la FCEI.

9 novembre

La FCEI dévoile finalement, dans <u>un communiqué de presse</u>, ses données exclusives concernant la hausse des primes d'assurance. Pour remédier à cette situation, la FCEI invite l'industrie de l'assurance et les gouvernements provinciaux à s'assurer que les PME ont accès à une couverture abordable. <u>Le Journal de Montréal</u>, le Journal de Québec et TVA Nouvelles.

10 novembre

Le gouvernement du Québec annonce la mise en place d'un guichet unique, Accès entreprise Québec, dédié aux entrepreneurs de toutes les régions du Québec. La FCEI <u>salue</u> cette initiative, car les données sont claires sur <u>le coût de la paperasserie</u> et le fardeau que cela représente pour les PME. Cela étant dit, la FCEI a également rappelé les priorités des PME aux prises avec la COVID-19. Dans le cadre de cette annonce, François Vincent offre ses commentaires à la Presse.

Par ailleurs, à la suite d'une lettre envoyée à la ministre responsable dans laquelle la FCEI livre ses commentaires à l'égard du *Projet de loi n° 72, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement des organismes du domaine de la sécurité publique*, nous sommes invités à participer à une consultation lors des auditions particulières à l'Assemblée nationale. La modernisation des règles entourant l'alcool est un dossier important pour notre organisation et nous sommes intervenus à plusieurs reprises. Voici <u>le lien</u> pour consulter la prestation de François Vincent et le lien de <u>notre communiqué de presse</u>.

Pour conclure la journée, la FCEI a également diffusé largement <u>une déclaration</u> en réaction à la deuxième série de mesures qui prend place partout au Canada. Elle y rappelle l'importance

d'accompagner adéquatement les PME affectées par la crise et formule des conseils aux gouvernements provinciaux, dont le Québec.

12 novembre

Aujourd'hui, le ministre des Finances, Éric Girard, a fait le point sur les finances publiques du Québec. Dans le cadre de cette mise à jour, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante avait souligné les attentes des PME. François Vincent a offert ses commentaires au journal <u>Le Devoir</u>. Non seulement il était le seul à donner le pouls du milieu des affaires concernant la mise à jour budgétaire, mais il a aussi donné le ton et scandé en grand que les PME ont besoin de soutien maintenant.

Avant même que la mise à jour du budget n'ait été annoncée, une vague de demandes médias a déferlé et dès l'annonce des orientations gouvernementales, François a enchaîné l'un après l'autre les appels de journalistes. Nous étions partout dans la presse écrite, à la télé comme à la radio pour exprimer notre avis : certains investissements sont bons, mais assez, c'est assez, il faut en faire plus pour nos entreprises locales — plus pour bonifier et étendre les programmes d'aide disponibles, plus pour prendre en compte la réalité de certaines PME et plus pour remédier à l'injustice fiscale qui touche les plus petites entreprises des secteurs des services et de la construction! (lire communiqué).

Voici un extrait de notre couverture : <u>Le Devoir, La Presse canadienne, La Presse, The Canadian Press, Radio-Canada International, Montreal Gazette</u>.

Du côté de la Ville de Montréal, le dépôt du budget 2021 est aussi à souligner. Ce budget est d'ailleurs mieux accueilli, car plusieurs bonnes mesures y sont confirmées comme le gel des taxes pour 2021 (<u>lire communiqué</u>) — la réaction de la FCEI est reprise dans plusieurs médias comme <u>Le Journal le 24 h</u>, <u>Montréal Gazette</u>, ou encore <u>La Presse</u>. Nous espérons que cela donnera le courage nécessaire pour sauter le pas à d'autres municipalités!

13 novembre

Concernant la mise à jour du budget de Québec, la FCEI continue d'être sollicitée par les médias. François Vincent était sur les ondes sur <u>107,7 FM</u>, 88,7 FM, 102,3 FM et fait les nouvelles de 17 h du Global News.

17 novembre

Le gouvernement du Québec a annoncé le prolongement des mesures de fermetures jusqu'au 11 janvier 2021 pour les propriétaires de bars, restaurants, gyms, cinémas, etc. En bref, tous ceux déjà visés par le précédent ordre de fermetures.

D'ailleurs, sur les ondes de TVA Nouvelles, François Vincent n'a pas hésité à faire part des préoccupations des PME et plus tard dans la journée, il en a fait de même sur les ondes de CBC aux côtés de l'animatrice Sabrina Marandola.

18 novembre

De nouvelles mesures d'aide ont été annoncées par la ministre du Tourisme afin de soutenir l'industrie touristique. Nous avons salué cette déclaration avec un <u>communiqué de presse</u> en soulignant que ces appuis financiers sont les bienvenus pour un secteur d'activité durement frappé par la Covid-19. Puis, nous en avons profité pour dire que ces mesures de soutien sont un exemple à suivre pour les autres secteurs économiques. Effectivement, on continue nos démarches et représentations afin que toutes les entreprises fragilisées, indépendamment de leurs activités, et localisations, puissent bénéficier de toutes aides financières. François, lors d'entrevues, en profite pour souligner toute la nécessité de bonifier et élargir les programmes gouvernementaux. Nos recommandations sont soulignées par le <u>Journal métro</u> et la <u>Presse canadienne</u>.

«Bien qu'il n'y ait pas pour l'instant d'évaluation précise quant au nombre d'entreprises ayant fermé leurs portes en raison de la pandémie, les chiffres de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) n'ont rien de rassurant : 158 000 PME au Canada, dont de 18 000 à 30 000 au Québec (8 à 14 %), pourraient fermer à tout jamais en raison de la COVID-19. Survol chiffré, » annonce un article publié par <u>la Presse</u>. Un appel est lancé pour aider les PME à traverser la crise : « Noël est une période névralgique et chaque dollar compte. Acheter ses cadeaux à une entreprise de chez nous, c'est aussi se faire un cadeau collectif » y soutient François Vincent. Voici aussi un bel extrait de son passage au bulletin de nouvelles de RDI : visionnez ici.

Par ailleurs, la FCEI avertit dans <u>un communiqué</u> sur une situation qui risque de s'avérer lourde de conséquences. En effet, alors qu'une PME canadienne sur trois perd de l'argent chaque jour qu'elle est ouverte en raison de la COVID-19, la situation est sur le point d'empirer avec l'augmentation, attendue dès le 1er janvier 2021, des cotisations au Régime de pensions du Canada (RPC) et au Régime de rentes du Québec (RRQ). Cela fait l'objet d'un article de la Presse canadienne : <u>la FCEI réclame le gel des cotisations de retraite</u>. Dans une <u>analyse économique</u>, Gérald Fillion en fait également mention quelques jours plus tard.

20 novembre

Sur les ondes de TVA Nouvelles, au nom de la FCEI, François Vincent a une fois encore lancé un appel aux plus réticents, car l'achat local fera la différence. Vous pouvez d'ailleurs lire l'article qui a pu l'accompagner : <u>ici</u>. Francis Bérubé a également donné une belle entrevue à Radio-Canada qui a diffusé un reportage sur l'achat local le lendemain. Voici <u>un article</u> qui en parle.

Par ailleurs, Le Portail de l'assurance publie également un article au sujet de la hausse des cotisations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, en utilisant les données recueillies par la FCEI. Cet article, intitulé <u>la FCEI craint un nouvel impact lié à la pandémie de la COVID-19</u>, fait part de nos recommandations.

23 novembre

Après huit longs mois d'attente, les PME pourront bénéficier à compter d'aujourd'hui de la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer (SUCL). La FCEI s'est battue depuis le début de la crise pour qu'une aide adaptée soit mise à la disposition des propriétaires d'entreprise (voir la déclaration).

Cependant, étant donné que dans de nombreuses provinces du pays, de nouvelles restrictions économiques affectent l'activité des PME, d'autres changements aux programmes d'aide fédéraux s'imposent. <u>La Presse canadienne</u> et <u>le Journal de Montréal</u> n'hésitent pas à en faire mention.

Encore une fois, l'achat local est primordial pour les petits détaillants de proximité. La FCEI est présente pour en parler. François offre ses <u>commentaires sur le sujet à CTV</u>.

De nombreuses PME ont contacté la FCEI pour faire valoir que le programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (AERAM) est difficile d'accès. Elle <u>lance donc une pétition</u> pour que les entrepreneurs puissent s'exprimer et pour augmenter la pression auprès du gouvernement du Québec. La FCEI se retrouve dans quelques médias, comme la <u>Nouvelle Union</u> et <u>Informe Affaires</u>.

Beaucoup d'entrepreneurs crient leur insatisfaction de l'aide de Québec. Les données de la FCEI et ses propos sont, encore une fois, bien visibles, comme dans <u>ce reportage qui a été diffusé au TVA 18 h.</u>

25 novembre

La FCEI ne lâche pas le morceau. Elle est à l'avant pour décrier que l'aide du gouvernement du Québec ne se rend pas aux entrepreneurs qui en ont besoin. François donne le ton dans <u>un article de Radio-Canada</u> sur le sujet et au <u>bulletin de nouvelle radio du matin</u>. Notre action a des échos jusqu'à l'Assemblée nationale.

Cette journée est également l'occasion de <u>lancer notre initiative du Samedi PME</u>. Journée qui se place entre le Vendredi fou et le Cyberlundi, cette initiative vise à rappeler aux consommateurs de faire leurs achats directement dans les petits commerces de leur quartier ou sur leur site web durant cette fin de semaine spéciale. Cette sortie donne ses fruits le lendemain avec une série d'entrevues, dont <u>un direct à RDI</u>, un <u>reportage télé à CBC</u> et une série de six entrevues d'un océan à l'autre dans les émissions du retour à la maison de Radio-Canada. Voici le lien pour <u>écouter l'entrevue</u> en Abitibi-Témiscamingue.

26 novembre

Le ministre du Travail et de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Jean Boulet, annonce la mise en place du Programme d'aide à la relance par l'augmentation de la formation (PARAF) qui vise à accompagner les personnes sans emploi pour une requalification ou un rehaussement de leurs compétences, pourra aider les entreprises à trouver les employés tant recherchés.

La FCEI réagit en mentionnant que ce programme représente un pas dans la bonne direction et que cela aidera les entreprises encore prises avec le défi de la pénurie de main-d'œuvre. Nous en profitons pour réitérer les priorités des PME en la matière que sont : la diminution des taxes et impôts des entreprises comme mesure clé pour libérer une marge à investir dans le capital humain, l'augmentation du nombre d'immigrants économiques et l'amélioration de l'accompagnement des PME. Nos demandes sont reprises dans <u>l'article de Radio-Canada</u>.

La FCEI rend public son <u>Baromètre des affaires</u> de novembre. Encore une fois, la confiance des dirigeants de PME est encore au neutre, ce qui n'est pas de bon augure la période des Fêtes s'annonce morose pour les PME cette année.

27 novembre

La journée commence en force avec une lettre ouverte sur le Samedi PME et l'importance de choisir les commerces de proximité pour ses achats du temps des Fêtes. Cette lettre est publiée dans le <u>Journal de Montréal</u>, le <u>Journal de Québec</u> et <u>TVA Nouvelles</u>. François parle du sujet pour un reportage de CTV.

La FCEI lance aussi un nouveau <u>rapport de recherche</u> sur le commerce en ligne. Notre étude démontre que 152 000 PME canadiennes ont adopté le commerce en ligne, dont 32 600 au Québec.

Samedi ne rime jamais avec repos pour la FCEI. Encore moins lorsqu'il s'agit du Samedi PME et lorsqu'il faut encourager les consommateurs à magasiner ici. Pour encourager les consommateurs à acheter local, François Vincent est intervenu dans un reportage pour le <u>téléjournal de Radio-Canada</u>. Il a aussi offert ses commentaires sur les ondes de CTV News.

30 novembre

Dans le cadre de l'Énoncé économique de l'automne 2020 du gouvernement fédéral, la ministre des Finances, Chrystia Freeland, a annoncé des mesures importantes pour les PME du pays. La FCEI réagit par <u>déclaration</u>, en soulignant les changements significatifs apportés aux principaux programmes d'aide fédéraux et en signalant que d'autres améliorations sont attendues. Jasmin Guénette en a parlé avec <u>Radio-Canada Toronto</u> et <u>Radio-Canada International</u>. Dans ces deux articles, le rôle joué par la FCEI est souligné. Comme le mentionne RCI : « Elle a été en première ligne pour recommander au gouvernement fédéral des moyens afin de mieux accompagner ces (PME) durant la pandémie. »

2 décembre

Dans le cadre de la campagne #JechoisisPME, la FCEI publie de nouvelles données sur la situation des PME à travers le pays, également disponibles sur son Tableau de bord de la santé des PME. Elle diffuse également des résultats de sondage sur la santé mentale des propriétaires d'entreprise (<u>voir le communiqué</u>). Toujours actif sur le dossier de l'achat local, François donne de multiples entrevues. Deux reportages ont été diffusés aux bulletins de nouvelles du midi et du 18 h à TVA. Un article est aussi dans le Journal de Québec et Montréal de ce matin. Voici l'article qui inclut le topo.

La vice-première ministre a également annoncé de nouvelles mesures visant les commerces de détail. Pour aider les propriétaires d'entreprise à s'y retrouver, le gouvernement a mis en ligne une <u>affiche pour expliquer le calcul</u> de l'achalandage et deux formats (<u>format lettre</u> et <u>grand format</u>) d'affiches pour que l'entreprise puisse inscrire le nombre de clients possibles dans son établissement.

Cela étant, la FCEI n'est pas restée muette. Toujours présente pour défendre les intérêts de ses membres, la FCEI a rapidement publié un <u>communiqué</u> de presse et nous avons réagi dans plusieurs médias :

- <u>La Presse +</u>
- Le Devoir
- Journal de Québec
- The Gazette
- Radio-Canada
- Radio-Canada Abitibi
- Radio-Canada International

3 décembre

Aujourd'hui, la Ville de Montréal a annoncé sa feuille de route et son plan pour préparer la relance dès 2021. La FCEI est heureuse de constater que la municipalité table sur l'adoption de processus réglementaires et administratifs simplifiés, avec des initiatives visant à faciliter les démarches des entreprises montréalaises. La métropole priorisera, notamment le virage technologique pour les processus d'obtention des permis en ligne, l'accessibilité à la réglementation sur le Web et l'innovation dans les services offerts. La FCEI réagit par communiqué en soulignant cette annonce importante, et rappelle que la réduction du fardeau administratif figure parmi les mesures demandées par plus de sept PME québécoises sur dix (75 %). Elle espère que cela donnera l'élan nécessaire aux autres municipalités du Québec.

En début de soirée, François Vincent était également invité à offrir ses commentaires sur l'annulation des rassemblements durant la période des Fêtes. Son message : il ne faut pas se décourager. Il faut

continuer d'être résilient et de trouver des alternatives pour se faire plaisir et faire plaisir à nos proches. On peut envoyer des colis ou se faire soi-même un cadeau en commandant au restaurant du coin. Visionnez ici son passage.

4 décembre

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) a souligné par communiqué de presse l'élargissement du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC), annoncé il y a quelques mois, soit maintenant disponible. Dorénavant, les propriétaires de PME qui ont déjà reçu le prêt de 40 000 \$ pourront accéder à 20 000 \$ supplémentaires, dont 10 000 \$ peuvent être convertis en subvention. Quant à ceux qui feront la demande pour la première fois, ils pourront bénéficier d'un prêt de 60 000 \$. Cet élargissement fait suite à la bonne nouvelle de la semaine passée qui soulignait la prolongation du CUEC jusqu'au 31 mars 2021.

7 décembre

Lundi, 80 professeurs d'université ont demandé au gouvernement du Québec de procéder à un nouveau confinement généralisé. Or, un deuxième confinement généralisé, comme celui connu au printemps dernier, risquerait de porter un coup fatal aux petites et moyennes entreprises (PME) québécoises, a prévenu par voie de communiqué la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI). Selon les données de sondage recueillies par l'organisation, la moitié des PME au Québec ne survivraient pas facilement à une deuxième vague de restrictions. La FCEI a d'ailleurs été la seule organisation à sortir publiquement. Notre communiqué de presse a été repris sur Radio-Canada, à l'émission d'Isabelle Maréchal, dans Le Devoir et par LCN. Notre sortie a été marquante sur Twitter avec 58 partages pour l'article de Radio-Canada seulement. La FCEI était d'ailleurs au centre des questions de Gérald Fillion qui interviewait deux des signataires lors de son émission.

8 décembre

Ce mardi, l'équipe du national a diffusé largement un <u>communiqué de presse</u>, car neuf consommateurs sur dix ont affirmé lors d'un sondage d'opinion réalisé par Maru/Matchbox que les gouvernements provinciaux devraient permettre aux petits détaillants de rester ouverts avec un nombre limité de clients. Au Québec, ce sont 95 % des consommateurs qui sont de cet avis. Avec ce coup de sonde, la FCEI a rappelé qu'il serait injuste de fermer les commerces de détail tout en autorisant les grandes surfaces à rester ouvertes. Pour réitérer ce message très important, la FCEI a travaillé à mobiliser les autres associations patronales à sortir publiquement également sur ce sujet : <u>voir le communiqué</u>.

9 décembre

Les pressions de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) font effet. Ce matin, le ministre de l'Économie et de l'Innovation a annoncé des améliorations à l'aide aux entreprises. Des fonds supplémentaires de 50 millions \$ seront débloqués pour le Programme d'Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (PAUPME) et un soutien financier additionnel de 50 000 \$ sera accessible pour les PME qui bénéficient déjà du volet Aide aux entreprises en régions en alerte maximale (AERAM). La FCEI souligne également l'élargissement de l'aide aux entreprises qui sont actives depuis au moins six mois et aux agences de voyages qui peuvent dorénavant accéder au volet tourisme du PACTE.

Cela étant, d'autres améliorations sont possibles. Dans son communiqué de presse, la FCEI a réitéré ses demandes comme augmenter la période de remboursement, élargir l'aide aux entreprises qui tombent entre les mailles du filet et augmenter la part des subventions offertes. Ces demandes ont été reprises par TVA Nouvelles.

10 décembre

L'équipe nationale a publié un communiqué co-signé par plusieurs représentants d'entreprises canadiennes pour demander une action rapide concernant le pacte commercial intérimaire entre le Canada et le Royaume-Uni. Voir le communiqué de presse.

11 décembre

Suite à la lettre envoyée au gouvernement du Québec, et après plusieurs <u>tweets</u> de François Vincent ainsi qu'un leadership affirmé pour rallier les autres organisations du milieu des affaires, le projet de loi 72, *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement des organismes du domaine de la sécurité publique*, a finalement été adopté lors de la dernière session parlementaire. C'est un véritable soulagement pour les PME du secteur de la restauration qui sont durement touchées par la pandémie et les restrictions économiques, a souligné, par <u>communiqué</u>, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) qui milite depuis le début pour la concrétisation de ce projet. Nos commentaires ont été repris dans plusieurs médias, notamment dans des articles de <u>Radio-Canada</u>, de <u>CBC Montreal</u> et de <u>TVA Nouvelles</u>.

14 décembre

Alors que l'année 2020 tire bientôt à sa fin, les défis rencontrés par les propriétaires de PME québécoises risquent d'être encore nombreux même en 2021. Selon un sondage exclusif mené par la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) et publié dans le cadre d'un <u>communiqué de presse</u>, 9 dirigeants de PME sur 10 ont encore besoin de soutien. Ils ciblent l'allégement réglementaire, l'amélioration de l'aide aux entreprises et la réduction du fardeau fiscal comme principales priorités sur lesquelles le gouvernement du Québec devra travailler. Les demandes de la FCEI sont reprises dans un article web de <u>TVA Nouvelles</u> et au format papier dans le Journal de Montréal et dans le Journal de Ouébec.

15 décembre

Le gouvernement du Québec a annoncé une série de nouvelles restrictions impliquant la fermeture de certains commerces durant la période des Fêtes à compter du 25 décembre jusqu'au 11 janvier. La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) a toujours demandé le respect des directives de la santé publique. Cela étant, ces mesures ne seront pas sans conséquence pour les entreprises du Québec.

16 décembre

L'équipe nationale de la FCEI, ainsi que les principaux groupes commerciaux du Canada, ont présenté aujourd'hui leur plan pour renverser la tendance à l'approche nationale fragmentée, qui consiste à réagir simplement à l'augmentation des chiffres quotidiens de la COVID-19. Lire <u>le communiqué de presse</u>.

L'augmentation du salaire minimum est aussi adoptée par le gouvernement du Québec pour la période 2021-2022. La FCEI, inquiète des défis supplémentaires que celle-ci risque d'ajouter aux PME québécoises, alors même qu'elles sont nombreuses à apprendre qu'elles fermeront bientôt leurs portes, diffuse <u>un communiqué de presse.</u> La FCEI y souligne d'ailleurs que le gouvernement dispose d'une panoplie d'outils qui lui permettent d'intervenir pour réduire la pauvreté et augmenter l'argent qui reste dans les poches des travailleurs au salaire minimum. Par exemple, une bonification du montant personnel de base, des primes au travail ou encore des crédits d'impôt ciblés. Autant de mesures qui touchent directement les travailleurs. Le Journal de Montréal publie d'ailleurs <u>un article</u> à cet effet, précisant le mécontentement de la FCEI à l'égard de l'adoption de cette politique.

17 décembre

C'est une grande étape que franchit aujourd'hui le gouvernement du Québec en annonçant, dans un plan d'actions précis, 44 mesures concrètes pour les entrepreneurs du Québec. À titre de coprésident du Comité-conseil sur l'allégement réglementaire et administratif, François Vincent a beaucoup œuvré pour que ces allégements voient le jour. Il a d'ailleurs accompagné le ministre de l'Économie, Pierre Fitzgibbon, et son adjoint parlementaire, M. Youri Chassin, lors du lancement de ce plan de réduction de la paperasserie aujourd'hui, en direct sur TVA. Comme acteur clé, il est aussi cité dans le communiqué de presse du gouvernement du Québec. Voilà une nouvelle preuve que la FCEI fait la différence! Un excellent article de la Presse canadienne, intitulé Québec veut alléger le fardeau des entreprises, souligne les particularités de ce plan.

Le Journal En Beauce ne manque pas de rappeler dans <u>un article</u> notre réaction au sujet de l'augmentation du salaire minimum qui prendra effet dès l'année 2021.

19 décembre

En ondes sur TVA Nouvelles, Francis Bérubé a rappelé qu'il ne reste que quelques jours pour encourager les PME locales avant les fermetures obligatoires au Québec. Son message : soyons solidaires et donnons-leur un coup de pouce tant que c'est possible en achetant ici.

22 décembre

«La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) réclame des assouplissements aux critères d'admissibilité. Il y a plusieurs entreprises qui tombent dans les mailles du filet, martèle Jasmin Guénette, vice-président aux affaires nationales de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante. Faut que ces entreprises puissent avoir accès aux programmes d'aide. Le compte d'urgence pour les entreprises canadiennes doit être élargi, » peut-on lire dans un article de Radio-Canada. La FCEI continue d'être au front pour les PME oubliées.

23 décembre

Plusieurs jours plus tard, l'assouplissement des règles entourant la vente d'alcool fait toujours les nouvelles. Dans <u>un article</u> du jour de la Presse canadienne, on peut lire les propos de François Vincent : « ces allégements réglementaires tombent au bon moment, car si de nombreux restaurateurs ont démontré une grande résilience durant cette crise, il faut aussi dire ce qui est : la vie des commerces est en jeu ici. Avec ces changements, les petits restaurants de quartier et les bars entrevoient une lumière d'espoir ».